

Art. 2. De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 7 oktober 2016.

De minister-president van de Vlaamse Regering,
G. BOURGEOIS
De Vlaamse minister van Onderwijs,
Mevr. H. CREVITS

—————
TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2016/36518]

7 OCTOBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement flamand portant reconnaissance des formations de master après master « Master in International Management and Strategy » et « Master in Innovation and Entrepreneurship » comme nouvelles formations de la Vlerick Business School

Le Gouvernement flamand,

Vu le Code de l'Enseignement supérieur du 11 octobre 2013, sanctionné par le décret du 20 décembre 2013, l'article II.152, modifié par le décret du 25 avril 2014, et l'article II.153, modifié par le décret du 19 juin 2015 ;

Vu les avis positifs de la Commission de l'Enseignement supérieur sur la macro-efficacité, rendus le 26 février 2016 ;

Vu les rapports d'évaluation positifs de l'Organisation d'accréditation néerlandaise-flamande du 6 septembre 2016 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 3 octobre 2016 ;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Enseignement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les formations de master après master « Master in International Management and Strategy » et « Master in Innovation and Entrepreneurship » sont agréées comme nouvelles formations de la Vlerick Business School. Le volume des études des formations s'élève à soixante unités d'études. La langue d'enseignement des formations est l'anglais.

Art. 2. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 7 octobre 2016.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS
La Ministre flamande de l'Enseignement,
Mme H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205562]

20 OCTOBRE 2016. — Décret relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions et objet*

Article 1^{er}. Au sens du présent décret on entend par :

1° l'initiative d'économie sociale : la personne morale constituée sous la forme d'une société à finalité sociale au sens des articles 661 et suivants du Code des sociétés, l'association sans but lucratif, l'initiative d'un centre public d'action sociale ou d'un groupement de centres publics d'action sociale, qui a comme but la mise en place d'un projet à finalité sociale, par le biais d'une activité de production de biens ou de services;

2° l'entreprise d'insertion : la personne morale à finalité sociale au sens des articles 661 et suivants du Code des sociétés, constituée sous la forme d'une société anonyme ou d'une société coopérative à responsabilité limitée ou d'un groupement d'intérêt économique, qui est agréée en tant qu'initiative d'économie sociale, et qui vise à mettre en œuvre les principes décrits à l'article, 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 20 novembre 2008 et notamment le principe de primauté du travail sur le capital dans la répartition des revenus, par l'insertion socioprofessionnelle de travailleurs peu qualifiés;

3° le travailleur peu qualifié : le travailleur qui au moment de son engagement ne dispose pas du diplôme de l'enseignement secondaire supérieur et est inscrit comme demandeur d'emploi;

4° les travailleurs défavorisés : les personnes qui, avant leur premier engagement dans une entreprise d'insertion agréée ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé, sont inscrites comme demandeuses d'emploi inoccupées auprès de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ci-après dénommé le FOREm, ou de l'« Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft », créé par le décret du 17 janvier 2000 portant création d'un Office de l'Emploi en Communauté germanophone, ci-après dénommé « Arbeitsamt der D.G. » et qui remplissent une des conditions suivantes :

a) soit bénéficient d'allocations de chômage, d'allocations d'insertion, du revenu d'intégration sociale ou d'une aide sociale, ou encore ne bénéficient d'aucun revenu, depuis au moins six mois;

b) soit sont âgées de 18 à 24 ans;

c) soit sont âgées de plus de cinquante ans;

d) soit sont chefs de famille d'une famille monoparentale;

e) soit se voient proposer, par l'entreprise d'insertion agréée, un contrat de travail dans un secteur ou une profession dans lesquels le déséquilibre des sexes est supérieur d'au moins 25 pour cent au déséquilibre moyen des sexes dans l'ensemble des secteurs économiques et font partie du sexe sous-représenté;

f) soit sont en possession d'une décision d'octroi de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées d'une aide à la formation ou à l'emploi, prise en vertu des dispositions du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé ou d'une décision similaire prise en matière d'aide à la formation ou à l'emploi des personnes handicapées par le « Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung », créé par le décret de la Communauté germanophone du 19 juin 1990 portant création d'un Office de la Communauté germanophone pour les Personnes handicapées;

g) soit étaient des personnes visées par l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ou par le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle avant leur inscription comme demandeuses d'emploi;

h) soit sont membres d'une minorité ethnique d'un Etat membre de la Communauté européenne et ont besoin de renforcer leur formation linguistique pour augmenter leurs chances d'obtenir un emploi stable;

5° les travailleurs gravement défavorisés : les personnes qui, avant leur premier engagement dans une entreprise d'insertion agréée, ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé, sont inscrites comme demandeuses d'emploi inoccupées auprès de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ci-après dénommé le FOREM, ou de l'« Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft », créé par le décret du 17 janvier 2000 portant création d'un Office de l'Emploi en Communauté germanophone, ci-après dénommé « Arbeitsamt der D.G. », et qui bénéficient d'allocations de chômage, d'allocations d'insertion, du revenu d'intégration sociale ou d'une aide sociale, ou encore ne bénéficient d'aucun revenu, depuis au moins vingt-quatre mois;

6° l'accompagnement social : le service d'intérêt économique général, ci-après dénommé S.I.E.G., tel que visé aux articles 14 et 106, § 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que dans le Protocole n° 26 y attaché, effectué par un ou des accompagnateurs sociaux, avec les travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés, en ce compris les travailleurs visés par l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, actifs au sein de l'entreprise d'insertion agréée, dans la perspective :

a) de favoriser l'insertion durable et de qualité de ces travailleurs au sein de l'entreprise d'insertion agréée ou de toute autre entreprise;

b) de développer leur autonomie sur le marché du travail et de les aider, dans le cadre d'activités ou d'entretiens individuels ou collectifs, d'ordre psycho-social, à surmonter les difficultés ou les freins qu'ils rencontrent dans leur insertion durable et de qualité ou qui pourraient obérer leurs chances de maintien dans l'emploi;

c) d'encourager et de soutenir leurs démarches de valorisation des compétences professionnelles acquises;

7° les accompagnateurs sociaux : les personnes, sous contrat de travail au sein de l'entreprise d'insertion agréée, dont les activités exercées dans le cadre de leur fonction d'accompagnateur social relèvent exclusivement de l'accompagnement social;

8° le chef d'entreprise : la personne physique engagée pour la gestion quotidienne de l'entreprise, mission qu'elle est habilitée à exercer par le conseil d'administration de l'entreprise agréée dans le cadre exclusif d'un contrat de travail conclu pour un mi-temps minimum et pour laquelle elle perçoit un salaire à l'exclusion de tout autre revenu ou avantage perçu à un autre titre, à charge de l'entreprise agréée;

9° l'effectif de référence : le nombre moyen de travailleurs salariés, calculé en équivalents temps plein, ayant travaillé au sein de l'entreprise d'insertion agréée, sur base des quatre trimestres qui précèdent la date de l'agrément de celle-ci;

10° l'administration : le service désigné par le Gouvernement;

11° les investisseurs institutionnels : les banques, compagnies d'assurances, fonds de placement et fonds de développement régional et à la condition que ceux-ci n'exercent, à titre individuel ou conjointement, aucun contrôle sur l'entreprise;

12° le Règlement *de minimis* pour les S.I.E.G.: le Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général;

13° le Règlement (UE) n° 651/2014 : le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité;

14° les pouvoirs locaux :

a) les communes;

b) les associations de communes;

c) les centres publics d'action sociale;

d) les associations de centres publics d'action sociale;

e) les intercommunales;

f) les régions communales autonomes;

g) les provinces;

h) les associations de provinces;

i) les régions provinciales;

j) les agences de développement local;

k) les agences locales pour l'emploi;

15° la commission : la commission consultative et d'agrément des entreprises d'économie sociale, instituée par le décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale.

Art. 2. Le Gouvernement est habilité à :

1° déterminer, sur avis de l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique visé à l'article 8 du décret du 4 décembre 2003 relatif à la création de l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique et après avis du Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes tel qu'institué par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 2003 portant création d'un Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes, la liste des secteurs et professions visés à l'article 1^{er}, 4^o, e);

2° déterminer les catégories de personnes assimilables à celles visées à l'article 1^{er}, 4^o, f);

3° déterminer les missions et les qualifications des accompagnateurs sociaux visés à l'article 1^{er}, 7^o;

4° déterminer, dans le respect du Règlement (UE) n° 651/2014, les modalités de calcul de l'effectif de référence visé à l'article 1^{er}, 9^o;

5° modifier l'énumération visée à l'article 1^{er}, 14^o, compte tenu des modifications législatives en matière de pouvoirs subordonnés.

CHAPITRE II. — *L'agrément des initiatives d'économie sociale*

Art. 3. § 1^{er}. Pour être agréée et utiliser la dénomination « initiative d'économie sociale », la demanderesse s'inscrit dans le respect des principes de l'économie sociale tels que définis à l'article 1^{er} du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale et, dans ce cadre, répond aux conditions suivantes :

1° être une société à finalité sociale au sens des articles 661 et suivants du Code des sociétés ou une association sans but lucratif ou un service développé par un centre public d'action sociale ou un groupement de centres publics d'action sociale au sens du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale;

2° proposer un projet économique à finalité sociale visant à mettre en œuvre les principes décrits à l'article, 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 20 novembre 2008 et notamment le principe de primauté du travail sur le capital dans la répartition des revenus, par l'insertion socioprofessionnelle de travailleur(s) peu qualifié(s);

3° proposer un encadrement technique, formatif et social approprié aux travailleurs peu qualifiés;

4° avoir un siège social ou principal d'activités sur le territoire de la Région wallonne;

5° ne pas compter, parmi ses administrateurs, gérants, mandataires ou autres personnes habilitées à engager l'initiative d'économie sociale agréée, des personnes qui :

a) se sont vu interdire l'exercice de telles fonctions en vertu de la législation relative à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités;

b) pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, ont été tenues responsables des engagements ou des dettes d'une société tombée en faillite, en application des articles 229, 5^o, 265, 315, 456, 4^o, et 530 du Code des sociétés;

c) ont été privées de leurs droits civils et politiques;

d) pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, ont été condamnées pour toute infraction commise en matière fiscale, sociale ou dans le domaine des dispositions légales ou réglementaires relatives à l'exercice de l'activité de l'initiative d'économie sociale agréée;

6° ne pas être en infraction dans le domaine des dispositions légales ou réglementaires relatives à l'exercice de son activité;

7° ne pas avoir de dette exigible envers l'État, la Communauté française, la Région, le FOREm, l'Arbeitsamt der D.G., la Société wallonne d'Économie sociale marchande, ci-après dénommée la « SOWECSOM », l'Office national de la Sécurité sociale, un fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de celui-ci, sauf si elle bénéficie, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, d'un plan d'apurement dûment respecté;

8° avoir, le cas échéant, une fonction comptable liée au projet ou une comptabilité conforme au plan comptable minimum normalisé, conformément à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités d'application du paragraphe 1^{er}, 2^o et 3^o.

Art. 4. L'agrément est octroyé pour une durée de deux ans. Il peut être renouvelé pour une période de quatre ans à l'expiration de laquelle l'agrément peut être octroyé pour une période indéterminée.

Art. 5. Le Gouvernement détermine les modalités de la procédure d'octroi, de renouvellement, de suspension et de retrait de l'agrément.

Art. 6. L'initiative d'économie sociale remet chaque année, au plus tard pour le 15 juillet de l'année qui suit l'année rapportée, un rapport d'activité aux services que le Gouvernement désigne.

Le Gouvernement détermine les modalités et le modèle du rapport d'activité.

CHAPITRE III. — *L'agrément des entreprises d'insertion*

Art. 7. § 1^{er}. Pour être agréée et utiliser la dénomination « entreprise d'insertion », la demanderesse doit répondre aux conditions suivantes :

1° être une personne morale constituée sous la forme d'une société anonyme ou d'une société coopérative à responsabilité limitée ou un groupement d'intérêt économique;

2° être agréée en tant qu'initiative d'économie sociale;

3° avoir pour activité la production de biens ou de services, et pour but social la mise en œuvre des principes décrits à l'article, 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 20 novembre 2008 et notamment le principe de primauté du travail sur le capital dans la répartition des revenus, par l'insertion durable et de qualité de travailleur(s) défavorisé(s) ou gravement défavorisé(s);

4° disposer, en ce qui concerne les sociétés coopératives à responsabilité limitée à finalité sociale, d'une part fixe du capital social minimum de 18.550 € euros;

5° compter comme membres de son conseil d'administration exclusivement des personnes physiques n'étant ni conjoints ni cohabitants légaux d'autres administrateurs au sein dudit conseil et n'ayant entre elles aucun lien de parenté aux premier et deuxième degrés, avec un minimum de cinq personnes.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 5^o, peuvent siéger au conseil d'administration en tant que personnes morales les investisseurs institutionnels et, notamment, la SOWECSOM;

6° être :

- a) soit une petite et moyenne entreprise au sens de l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014;
 - b) soit une entreprise dont le capital social ou les droits de vote sont détenus majoritairement par des pouvoirs locaux au sens de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°;
 - c) soit une grande entreprise au sens du Règlement (UE) n° 651/2014. ;
- 7° s'engager à compter, dans les quatre ans qui suivent l'agrément, au moins cinquante pourcents de travailleurs défavorisés, gravement défavorisés ou n'étant pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur, parmi les personnes occupées dans les liens d'un contrat de travail;
- 8° démontrer la pertinence de son activité et sa viabilité économique;
- 9° ne pas faire partie d'un secteur exclu du Règlement (UE) n° 651/2014;

10° dans les six mois de l'octroi de l'agrément, conclure en concertation avec le FOREm ou l'Arbeitsamt der D.G., ainsi qu'avec le ou les accompagnateurs sociaux, une convention dans le cadre de laquelle le FOREm ou l'Arbeitsamt der D.G.s'engage à apporter leur expertise pour la conception et, le cas échéant, la mise en œuvre du plan de formation et d'insertion professionnelle, élaboré par l'entreprise d'insertion agréée, à destination des travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés. Cette convention fera l'objet d'une évaluation lors du renouvellement de l'agrément.

§ 2. La demande d'agrément, telle que précisée par le Gouvernement, mentionne, le cas échéant, la répartition des missions entre l'éventuel administrateur délégué et le chef d'entreprise au sein de l'entreprise d'insertion.

§ 3. La demanderesse qui a son siège social ou son immatriculation à la Banque-carrefour des entreprises comme personne morale, soit en Région de Bruxelles-capitale, soit en Région flamande, doit démontrer qu'elle répond à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par le présent décret.

La demanderesse qui a son siège social à l'étranger et au sein de l'Espace économique européen doit démontrer qu'elle répond dans son pays à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par le présent décret et ce, sans qu'il ne soit fait de discrimination directe ou indirecte fondée sur l'État dont provient l'entreprise d'insertion qui sollicite un agrément.

La demanderesse qui a son siège social à l'étranger et en dehors de l'Espace économique européen doit satisfaire aux conditions d'agrément déterminées par le présent décret et doit apporter la preuve qu'elle preste le même type de services dans son pays d'origine et ce, sans qu'il ne soit fait de discrimination directe ou indirecte fondée sur l'État dont provient l'entreprise d'insertion qui sollicite un agrément.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application des alinéas 1^{er}, 2 et 3.

Art. 8. L'agrément peut être accompagné d'un mandat chargeant l'entreprise d'insertion de la gestion d'un S.I.E.G.

Art. 9. Après avis de la commission, l'agrément est octroyé pour une durée de deux ans. Il peut être renouvelé pour une période de quatre ans à l'expiration de laquelle l'agrément peut être octroyé pour une période indéterminée.

L'agrément en tant qu'entreprise d'insertion ne peut être cumulé avec un agrément en tant qu'entreprise de travail adapté au sens du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé ou d'un agrément en tant qu'organisme équivalent en Communauté germanophone ou en Communauté flamande.

Lorsqu'une entreprise d'insertion cesse de satisfaire à l'une des conditions énoncées dans le présent décret, l'agrément peut être suspendu ou retiré.

Art. 10. Le Gouvernement détermine les modalités du mandat S.I.E.G. et la procédure d'octroi, de renouvellement, de suspension et de retrait de l'agrément.

CHAPITRE IV. — *Les travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés*

Art. 11. Le Gouvernement peut assimiler, dans le respect de l'article 2, 4) et 99), du Règlement (UE) n° 651/2014, certaines situations que rencontrent les travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés à des périodes de bénéfice d'allocations de chômage, d'allocations d'insertion, du revenu d'intégration, d'une aide sociale ou à des périodes d'inscription comme demandeur d'emploi inoccupé au Forem ou à l'Arbeitsamt der D.G.

La situation des personnes visées à l'article 1^{er}, 4° et 5°, est appréciée la veille de la prise d'effet de l'attestation visée à l'article 13.

Art. 12. Le Gouvernement peut, dans le respect de l'article 2, 4) et 99), du Règlement (UE) n° 651/2014, étendre ou restreindre les catégories de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés ainsi que les périodes assimilées à des périodes de bénéfice d'allocations de chômage, d'allocations d'insertion, du revenu d'intégration ou d'une aide sociale.

Dans ce cas, sa décision motivée prend en considération, soit l'évolution structurelle du chômage, soit les secteurs d'activités concernés, soit la réglementation européenne, soit les modifications apportées :

1° à l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ainsi qu'aux arrêtés ministériels portant exécution de celui-ci;

2° à la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité et à ses arrêtés d'exécution;

3° à la réglementation relative à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer prise en vertu de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, relatif à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer;

4° à la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale;

5° à la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

6° à la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'action sociale;

7° aux législations et réglementations adoptées à l'initiative des membres du Gouvernement ou du Gouvernement de la Communauté germanophone en ce qui concerne :

a) les pouvoirs subordonnés tels que visés à l'article 6, § 1^{er}, VIII, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

b) la politique de l'emploi telle que visée à l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

c) l'aide aux personnes telle que visée à l'article 3, 7°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

8° au Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

9° aux législations et réglementations de la Communauté germanophone en matière d'action sociale et de santé.

Art. 13. Le Gouvernement détermine le modèle d'attestation permettant de certifier que les travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés sont dans les conditions visées à l'article 1^{er}, 4° et 5°.

Art. 14. L'entreprise d'insertion remet chaque année, au plus tard pour le 15 juillet de l'année qui suit l'année rapportée, un rapport d'activité à l'administration.

Le Gouvernement détermine les modalités et le modèle du rapport d'activité.

CHAPITRE V. — *Les subventions des entreprises d'insertion*

Section 1 — Conditions d'octroi des subventions

Art. 15. § 1^{er}. L'entreprise d'insertion voulant obtenir une subvention :

1° est agréée en tant qu'entreprise d'insertion et apporte la preuve du respect des engagements pris en vertu du présent décret;

2° augmente, conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 32 du Règlement (UE) n° 651/2014, le volume global de l'emploi par rapport à l'effectif de référence et maintient cette augmentation pendant une période de minimum trois ans au-delà de l'octroi de l'aide.

La subvention visée à l'article 19 est allouée si le travailleur défavorisé ou gravement défavorisé constitue un travailleur supplémentaire.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut, après avis de la commission, autoriser une entreprise d'insertion à diminuer de manière temporaire l'effectif de son personnel lorsqu'elle est en difficulté, notamment suite à la perte d'un marché public, d'un important contrat ou d'un volume important de contrats, ou encore qu'elle connaît des circonstances économiques exceptionnellement défavorables au sens de l'article 39bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

La vérification du maintien de l'effectif de référence et de l'augmentation du volume global de l'emploi pendant la durée visée au paragraphe 1^{er}, 2°, est assurée par l'administration en tenant compte des données fournies par le biais de l'accès au registre national, à la Banque-carrefour des Entreprises et à la Banque carrefour de l'Office national de la Sécurité sociale ou, le cas échéant, par l'entreprise d'insertion;

3° n'est pas une entreprise en difficulté financière au sens de l'article 2, 18), du Règlement (UE) n° 651/2014;

4° engage les travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés dans les liens d'un contrat de travail conclu à temps plein ou à temps partiel égal au moins à un mi-temps, pour une durée déterminée, à condition qu'il donne lieu dans les six mois à un contrat à durée indéterminée, pour une durée indéterminée ou en vue d'un remplacement conforme à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

§ 2. Toutefois, l'entreprise d'insertion agréée est considérée comme ayant maintenu son effectif du personnel si elle procède au remplacement de tout travailleur dont le poste est devenu vacant en raison de son départ volontaire, de son incapacité permanente à exercer sa fonction, de son départ à la retraite pour des raisons d'âge, de sa réduction volontaire du temps de travail ou de son licenciement légal pour faute grave, et non en raison de la suppression de son poste, par un travailleur de même statut. Dans ce cas, la subvention pour le travailleur est maintenue au prorata de la durée de son occupation et l'engagement du nouveau travailleur ouvre le droit à une nouvelle subvention.

Art. 16. Les subventions visées aux articles 19, 21 et 22 sont indexées, en janvier de chaque année, en multipliant la valeur de celles-ci l'année précédente par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des mois de septembre et octobre de l'année précédente, divisée par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des mois de septembre et octobre de l'année antérieure à l'année précédente.

Toutefois, cette indexation ne peut être supérieure au taux de croissance des crédits budgétaires de l'année en cours afférent aux subventions visées aux articles 19, 21 et 22.

Art. 17. Les modalités de liquidation des subventions visées aux articles 19, 21 et 22 sont déterminées par le Gouvernement.

Les subventions ne peuvent pas être liquidées en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de l'entreprise d'insertion agréée.

Art. 18. L'entreprise d'insertion agréée introduit sa demande de subventions selon les formes et les modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine la procédure, les modalités d'instruction et d'évaluation des demandes de subventions par les services qu'il désigne.

Le Gouvernement prend les décisions à l'égard des demandes de subventions selon les modalités qu'il détermine.

Section 2 — Les subventions pour les travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés

Art. 19. Dans les limites budgétaires fixées annuellement, le Gouvernement peut octroyer à l'entreprise d'insertion agréée une subvention destinée à favoriser l'insertion durable et de qualité des travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés.

La subvention est d'un montant de 18.000 euros maximum pour un travailleur défavorisé et de 36.000 euros maximum pour un travailleur gravement défavorisé. Cette subvention est octroyée selon les modalités déterminées par le Gouvernement en fonction, notamment, de la commission paritaire dont dépend le travailleur de l'entreprise d'insertion et de la catégorie d'entreprise au sens de l'article 7, 6°.

Art. 20. L'intensité de l'aide ne peut excéder cinquante pourcent des coûts salariaux sur une période maximale de 12 mois à compter de l'embauche d'un travailleur défavorisé ou sur une période maximale de 24 mois à compter de l'embauche d'un travailleur gravement défavorisé.

Section 3 — La subvention pour la mise en œuvre d'un S.I.E.G.

Art. 21. Dans les limites budgétaires fixées annuellement, le Gouvernement peut octroyer à l'entreprise d'insertion mandatée de la gestion d'un S.I.E.G. une subvention destinée à une mission d'accompagnement social des travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés dans l'entreprise. L'entreprise d'insertion doit apporter la preuve que la subvention respecte les dispositions du Règlement de minimis pour les S.I.E.G.

Cette subvention, d'un montant de 100.000 euros maximum, est notamment proportionnelle au nombre de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés.

Par dérogation à l'article 1^{er}, 4° et 5°, pour le calcul de cette subvention, sont assimilés à des travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés, les travailleurs occupés depuis douze mois maximum sous contrat de travail au sein de l'entreprise d'insertion, à la date d'introduction de la première demande d'agrément en tant qu'entreprise d'insertion, et qui, au moment de leur premier engagement au sein de l'entreprise d'insertion, répondaient à la définition de travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés.

La subvention est octroyée conformément au Règlement de minimis applicable aux S.I.E.G.

Le Gouvernement est habilité à déterminer et préciser les modalités d'application liées aux alinéas 1^{er}, 2, 3 et 4.

Section 4 — La subvention pour la mise en œuvre des principes de l'économie sociale

Art. 22. Dans les limites budgétaires fixées annuellement, le Gouvernement peut octroyer à l'entreprise d'insertion mandatée de la gestion d'un S.I.E.G. une subvention destinée à une mission visant à favoriser la mise en œuvre des principes de l'économie sociale au sein des entreprises d'insertion, et particulièrement à destination des travailleurs défavorisés et gravement défavorisés, tels que défini à l'article 1^{er} du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale.

La subvention est d'un montant de 30.000 euros maximum. Cette subvention est octroyée selon les modalités déterminées par le Gouvernement en fonction, notamment, de l'évolution de l'effectif, de la politique d'affectation des bénéficiaires et de la mise en place d'un processus participatif.

CHAPITRE VI. — *Contrôle, surveillance et récupération*

Art. 23. § 1^{er}. En cas de non-respect des obligations édictées en vertu du présent décret ou des obligations contenues dans la décision individuelle d'octroi, le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine :

1° suspendre tout ou partie des subventions pendant un délai permettant à l'entreprise d'insertion agréée de se conformer aux obligations non rencontrées;

2° rapporter tout ou partie des subventions proportionnellement aux infractions constatées;

3° retirer la décision d'octroi de subventions;

4° retirer la décision d'octroi de subventions et demander à l'entreprise d'insertion agréée le remboursement de tout ou partie de celles-ci.

§ 2. Le Gouvernement fixe la procédure de récupération des subventions indûment liquidées.

Cette récupération est effectuée par les services qu'il désigne par toutes voies de droit, en ce compris la compensation.

§ 3. Les subventions sont également remboursées en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de l'entreprise.

Art. 24. § 1^{er}. Le Gouvernement peut déroger à l'article 23 en maintenant les subventions :

1° dans le cas où le non-respect par l'entreprise d'insertion agréée des conditions visées dans le présent décret est dû à des circonstances étrangères à celui qui les invoquent, anormales et imprévisibles, dont les conséquences n'auraient pu être évitées, malgré toutes les diligences déployées;

2° dans les cas de fusion ou scission de société, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, de cession d'universalité ou de branche d'activité, visés au livre XI du Code des sociétés, ainsi que dans les cas visés par la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises, si toutes les conditions suivantes sont respectées :

a) l'activité économique de l'entreprise d'insertion agréée est poursuivie en Région wallonne;

b) les subventions obtenues ainsi que les travailleurs sont transférés dans une autre entreprise d'insertion agréée;

c) des mesures d'accompagnement soient mises en œuvre en cas de licenciement.

§ 2. Le Gouvernement peut déroger à l'article 23 :

1° dans les cas où les faits donnant lieu à restitution ne trouvent pas leur origine dans une faute ou un acte volontaire de l'entreprise d'insertion agréée ou de ses actionnaires, en limitant le remboursement des subventions selon les critères qu'il détermine;

2° en renonçant à tout ou partie du remboursement des subventions lorsque le coût lié à la récupération de celles-ci risque d'être supérieur à leurs montants.

Art. 25. Le Gouvernement remet, annuellement, au Conseil wallon de l'Économie sociale et au Parlement wallon, selon les modalités qu'il détermine, un rapport quantitatif et qualitatif sur l'exécution du présent décret, présenté conformément au Règlement (UE) n°651/2014, pour la Commission européenne.

Art. 26. Le contrôle et la surveillance du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés selon les modalités déterminées par le Gouvernement et par les services qu'il désigne.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires, finales et abrogatoires*

Art. 27. Les entreprises agréées en vertu de l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2°, de l'arrêté royal du 3 mai 1999 portant exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, relatif à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer, sont considérées comme agréées en tant qu'initiatives d'économie sociale pour autant qu'elles fournissent à l'administration endéans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret, la preuve du respect des conditions visées à l'article 3.

Art. 28. § 1^{er}. Les services de CPAS qui organisent des initiatives en matière d'économie sociale d'insertion reconnus en vertu de l'article 2, 4°, de l'arrêté ministériel du 10 octobre 2004 établissant la liste des initiatives d'économie sociale en vue de l'octroi d'une subvention majorée de l'Etat aux centres publics d'action sociale pour des initiatives spécifiques d'insertion sociale dans l'économie sociale sont considérées comme agréées en tant qu'initiatives d'économie sociale, au sens du présent décret.

§ 2. Les projets pilotes et expériences innovatrices relatifs à l'économie sociale reconnus en vertu de l'article 2, 5° de l'arrêté ministériel du 10 octobre 2004 établissant la liste des initiatives d'économie sociale en vue de l'octroi d'une subvention majorée de l'Etat aux centres publics d'action sociale pour des initiatives spécifiques d'insertion sociale dans l'économie sociale sont considérées comme agréées comme initiatives d'économie sociale, au sens du présent décret.

Art. 29. § 1^{er}. Les entreprises d'insertion agréées en vertu du décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion ou dans le cadre du décret du 16 juillet 1998 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées sont considérées comme agréées au sens du présent décret.

Le calcul de la date du renouvellement de l'agrément visé à l'article 9 se fait à partir de la date de l'agrément obtenu conformément au décret du 19 décembre 2012 précité.

§ 2. Les travailleurs reconnus comme travailleurs défavorisés ou gravement défavorisés dans une entreprise d'insertion agréée en vertu du décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion, conservent leur statut au sens du présent décret.

§ 3. Pour les travailleurs reconnus comme travailleurs défavorisés au sens du décret du 19 décembre 2012, le calcul de la subvention visé à l'article 19 se fait à partir de l'entrée en vigueur du présent décret sous déduction des subventions octroyées dans le cadre du décret du 19 décembre 2012 précité en fonction de leur période d'occupation au sein de l'entreprise d'insertion.

§ 4. Pour les travailleurs reconnus comme travailleurs gravement défavorisés au sens du décret du 19 décembre 2012, le montant des subventions visées à l'article 19 pour un travailleur défavorisé est multiplié par un facteur 2, déduction faite des subventions octroyées dans le cadre du décret du 19 décembre 2012 précité en fonction de leur période d'occupation au sein de l'entreprise d'insertion.

§ 5. Le calcul de la subvention visé à l'article 19 se fait à partir de la date de l'agrément obtenu conformément au décret du 19 décembre 2012 précité.

§ 6. Le mandat chargeant l'entreprise d'insertion de la gestion d'un S.I.E.G., obtenu en vertu du décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion, est considéré comme octroyé au sens du présent décret.

Art. 30. L'article 1^{er}, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 3 mai 1999 portant exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1994 concernant la sécurité sociale des travailleurs, relatif à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer, modifié par l'arrêté royal du 8 juillet 2005, est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o les initiatives d'économie sociale reconnues comme telles par le Ministre régional wallon qui a l'économie sociale dans ses attributions ».

Art. 31. L'article 1^{er}, 8^o, de l'arrêté ministériel du 10 octobre 2004 établissant la liste des initiatives d'économie sociale en vue de l'octroi d'une subvention majorée de l'Etat aux centres publics d'action sociale pour des initiatives spécifiques d'insertion sociale dans l'économie sociale, est remplacé par la disposition suivante :

« 8^o les initiatives d'économie sociale reconnues comme telles par le Ministre régional wallon qui a l'économie sociale dans ses attributions. ».

Art. 32. A l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret du 8 novembre 2008 relatif à l'économie sociale, les mots « 1^o le décret du 18 décembre 2003 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées; » sont remplacés par les mots « 1^o le décret du 21 juillet 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion. ».

Art. 33. L'article 1^{er}, § 1^{er}, 12^o, de l'arrêté royal du 3 mai 1999 portant exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, m, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, relatif à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer, modifié par l'arrêté royal du 8 juillet 2005, est abrogé.

Art. 34. L'article 2, 4^o, de l'arrêté ministériel du 10 octobre 2004 établissant la liste des initiatives d'économie sociale en vue de l'octroi d'une subvention majorée de l'Etat aux centres publics d'action sociale pour des initiatives spécifiques d'insertion sociale dans l'économie sociale, est abrogé.

Art. 35. L'article 2, 5^o, de l'arrêté ministériel du 10 octobre 2004 établissant la liste des initiatives d'économie sociale en vue de l'octroi d'une subvention majorée de l'Etat aux centres publics d'action sociale pour des initiatives spécifiques d'insertion sociale dans l'économie sociale, est abrogé.

Art. 36. L'arrêté ministériel du 4 mai 2007 définissant la procédure d'agrément des entreprises d'insertion est abrogé.

Art. 37. Le décret du 19 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 mai 2014, est abrogé.

Art. 38. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret et au plus tard le 30 juin 2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 octobre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—
Note

(1) Session 2015-2016.

Documents du Parlement wallon, 574 (2015-2016) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 19 octobre 2016

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/205562]

20. OKTOBER 2016 — Dekret über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Definitionen und Gegenstand*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° sozialwirtschaftliche Initiative: die als Gesellschaft mit sozialer Zielsetzung im Sinne der Artikel 661 ff. des Gesetzbuches über die Gesellschaften gegründete juristische Person, die Vereinigung ohne Erwerbzweck, die Initiative eines öffentlichen Sozialhilfezentrums oder eines Zusammenschlusses von öffentlichen Sozialhilfezentren, deren Ziel die Umsetzung eines Projektes mit sozialem Zweck mittels einer Tätigkeit zur Erzeugung von Gütern oder Dienstleistungen ist;

2° Eingliederungsbetrieb: die als Aktiengesellschaft oder Genossenschaft mit begrenzter Haftung oder wirtschaftliche Interessenvereinigung gegründete juristische Person mit sozialer Zielsetzung im Sinne der Artikel 661 ff. des Gesetzbuches über die Gesellschaften, die als sozialwirtschaftliche Initiative zugelassen ist und auf die Durchführung der in Artikel 1 Absatz 1 des Dekrets vom 20. November 2008 beschriebenen Grundsätze, insbesondere des Grundsatzes des Vorrangs der Arbeit vor dem Kapital bei der Verteilung der Einkünfte, durch die sozialberufliche Eingliederung eines oder mehrerer geringqualifizierter Arbeitnehmer abzielt;

3° gering qualifizierter Arbeitnehmer:

der Arbeitnehmer, der zum Zeitpunkt seiner Einstellung kein Diplom der Oberstufe des Sekundarunterrichts besitzt und als Arbeitssuchender eingetragen ist;

4° benachteiligte Arbeitnehmer: die Personen, die vor ihrer ersten Einstellung in einem zugelassenen Eingliederungsbetrieb kein Diplom der Oberstufe des Sekundarunterrichts oder gleichgestelltes Diplom besitzen, die beim wallonischen Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung ("Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi"), nachstehend "FOREm" genannt, oder beim durch das Dekret vom 17. Januar 2000 zur Schaffung eines Arbeitsamtes in der Deutschsprachigen Gemeinschaft geschaffenen "Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft", nachstehend "Arbeitsamt der D.G." genannt, als nicht beschäftigte Arbeitssuchende eingetragen sind, und die folgende Bedingungen erfüllen:

a) entweder sie beziehen seit mindestens sechs Monaten Arbeitslosengeld, Eingliederungszulagen, das soziale Eingliederungseinkommen oder eine soziale Beihilfe oder aber kein Einkommen;

b) oder sie sind zwischen 18 und 24 Jahre alt;

c) oder sie sind älter als fünfzig Jahre;

d) oder sie sind Familienoberhaupt einer Ein-Eltern-Familie;

e) oder ihnen wird durch den zugelassenen Eingliederungsbetrieb ein Arbeitsvertrag in einem Wirtschaftszweig oder einem Beruf vorgeschlagen, in dem das Ungleichgewicht zwischen Männern und Frauen mindestens 25 Prozent höher ist als das durchschnittliche, in allen Wirtschaftszweigen insgesamt verzeichnete Ungleichgewicht zwischen Männern und Frauen, und sie gehören der betreffenden Minderheit an;

f) oder sie verfügen über einen aufgrund der Bestimmungen des Wallonischen Gesetzbuches über die sozialen Maßnahmen und die Gesundheit gefassten Beschluss der wallonischen Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen ("Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées") zur Gewährung einer Ausbildungs- oder Beschäftigungsbeihilfe oder über einen vergleichbaren, von der "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung", die durch das Dekret der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 19. Juni 1990 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung geschaffen wurde, in Sachen Ausbildungs- oder Beschäftigungsbeihilfe gefassten Beschluss;

g) oder sie waren vor ihrer Eintragung als Arbeitssuchende Personen, die in Artikel 60 § 7 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren oder im Dekret vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms erwähnt werden;

h) oder sie sind Mitglieder einer ethnischen Minderheit eines Mitgliedstaats der Europäischen Union und benötigen eine Verbesserung ihrer sprachlichen Ausbildung, um ihre Chancen auf einen dauerhaften Arbeitsplatz zu erhöhen;

5° stark benachteiligte Arbeitnehmer: die Personen, die vor ihrer ersten Einstellung in einem zugelassenen Eingliederungsbetrieb kein Diplom der Oberstufe des Sekundarunterrichts oder gleichgestelltes Diplom besitzen, die beim wallonischen Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung, nachstehend "FOREm" genannt, oder bei dem durch das Dekret vom 17. Januar 2000 zur Schaffung eines Arbeitsamtes in der Deutschsprachigen Gemeinschaft geschaffenen "Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft", nachstehend "Arbeitsamt der D.G." genannt, als nicht beschäftigte Arbeitssuchende eingetragen sind, und die seit mindestens vierundzwanzig Monaten Arbeitslosengeld, Eingliederungszulagen, das soziale Eingliederungseinkommen oder eine soziale Beihilfe oder aber kein Einkommen beziehen;

6° soziale Betreuung: die Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse, nachstehend DAWI genannt, so wie sie in den Artikeln 14 und 106 § 2 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und in dem ihm beigefügten Protokoll Nr. 26 erwähnt ist, und die von einem oder mehreren sozialen Betreuern bei benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmern ausgeführt wird, einschließlich der Arbeiter im Sinne von Artikel 60 § 7 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, die innerhalb des zugelassenen Eingliederungsbetriebs tätig sind, und zwar im Hinblick auf:

a) die Förderung einer dauerhaften, qualitativ wertvollen Eingliederung dieser Arbeitnehmer innerhalb des zugelassenen Eingliederungsbetriebs oder jeglichen sonstigen Unternehmens;

b) die Entwicklung ihrer Autonomie auf dem Arbeitsmarkt und den ihnen zu leistenden Beistand im Rahmen von individuellen oder kollektiven Aktivitäten oder Gesprächen psychosozialer Art, um die Schwierigkeiten oder Hindernisse zu überwinden, auf die sie bei ihrer dauerhaften, qualitativ wertvollen Eingliederung stoßen und die ihre Chancen auf eine Aufrechterhaltung ihrer Beschäftigung schwer belasten könnten;

c) ihre Ermutigung zu Bemühungen im Hinblick auf die Aufwertung der erworbenen beruflichen Kompetenzen, und die Unterstützung dieser Bemühungen;

7° soziale Betreuer: die innerhalb des zugelassenen Eingliederungsbetriebs unter Arbeitsvertrag stehenden Personen, zu deren im Rahmen ihrer Eigenschaft als soziale Betreuer ausgeübten Tätigkeiten ausschließlich die soziale Betreuung gehört;

8° Betriebsleiter: die zur tagtäglichen Verwaltung des Eingliederungsbetriebs eingestellte natürliche Person - eine Aufgabe, zu deren Erledigung sie durch den Verwaltungsrat des zugelassenen Betriebs im ausschließlichen Rahmen eines wenigstens für Halbzweitleistungen abgeschlossenen Arbeitsvertrags befugt ist, und für die sie zu Lasten des zugelassenen Eingliederungsbetriebs einen Lohn empfängt unter Ausschluss jeglichen sonstigen, in einer anderen Eigenschaft erhaltenen Einkommens oder Vorteils;

9° Bezugsniveau der Beschäftigung: die durchschnittliche Anzahl (in Vollzeiteneinheiten gerechnet) der Lohnempfänger, die innerhalb des zugelassenen Eingliederungsbetriebs gearbeitet haben, auf der Grundlage der vier Quartale vor dessen Zulassungsdatum;

10° Verwaltung: die von der Regierung bezeichnete Dienststelle;

11° institutionelle Anleger: die Banken, Versicherungsgesellschaften, Investmentfonds und regionalen Entwicklungsfonds, unter der Voraussetzung, dass sie separat oder zusammen keinerlei Kontrolle über die Gesellschaft ausüben;

12° *De-minimis*-Verordnung für die DAWI: die Verordnung (EU) Nr. 360/2012 der Kommission vom 25. April 2012 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen an Unternehmen, die Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse erbringen;

13° Verordnung (EU) Nr. 651/2014: die Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags;

14° lokale Behörden:

- a) die Gemeinden;
- b) die Gemeindevereinigungen;
- c) die öffentlichen Sozialhilfezentren;
- d) die Vereinigungen von öffentlichen Sozialhilfezentren;
- e) die Interkommunalen;
- f) die autonomen Gemeinderegionen;
- g) die Provinzen;
- h) die Provinzvereinigungen;
- i) die Provinzialregionen;
- j) die lokalen Entwicklungsagenturen;
- k) die lokalen Beschäftigungsagenturen;

15° Ausschuss: der durch das Dekret vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft eingerichtete Beratungs- und Zulassungsausschuss für die Sozialwirtschaftsunternehmen.

Art. 2 - Die Regierung ist befugt:

1° auf Stellungnahme des wallonischen Instituts für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik ("Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique"), so wie es in Artikel 8 des Dekrets vom 4. Dezember 2003 zur Einrichtung des "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" erwähnt ist, und nach Begutachtung des wallonischen Rates für die Gleichstellung von Mann und Frau ("Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes"), so wie er durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 2003 zur Einrichtung eines "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" eingerichtet wurde, die Liste der in Artikel 1 Ziffer 4 Buchstabe e erwähnten Wirtschaftszweige und Berufe zu bestimmen;

2° die Personenkategorien zu bestimmen, die mit denen, welche in Artikel 1 Ziffer 4 Buchstabe f erwähnt sind, gleichgestellt werden können;

3° die Aufgaben und Qualifikationen der in Artikel 1 Ziffer 7 erwähnten sozialen Betreuer zu bestimmen;

4° unter Einhaltung der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 die Modalitäten zur Berechnung des in Artikel 1 Ziffer 9 erwähnten Bezugsniveaus der Beschäftigung zu bestimmen;

5° die in Artikel 1 Ziffer 14 erwähnte Aufzählung abzuändern, um die gesetzlichen Abänderungen betreffend die untergeordneten Behörden zu berücksichtigen.

KAPITEL II — Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen

Art. 3 - § 1. Um zugelassen zu werden und die Bezeichnung "sozialwirtschaftliche Initiative" verwenden zu dürfen, hat der antragstellende Betrieb die Grundsätze der Sozialwirtschaft zu beachten, so wie sie in Artikel 1 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft bestimmt sind, und in diesem Rahmen folgende Bedingungen zu erfüllen:

1° eine Gesellschaft mit sozialer Zielsetzung im Sinne der Artikel 661 ff. des Gesetzbuches über die Gesellschaften oder eine Vereinigung ohne Erwerbszweck oder ein von einem öffentlichen Sozialhilfezentrum oder von einem Zusammenschluss von öffentlichen Sozialhilfezentren im Sinne des Kapitels XII des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren geschaffener Dienst sein;

2° ein wirtschaftliches Projekt mit sozialem Zweck vorschlagen, das auf die Durchführung der in Artikel 1 Absatz 1 des Dekrets vom 20. November 2008 beschriebenen Grundsätze, insbesondere des Grundsatzes des Vorrangs der Arbeit vor dem Kapital bei der Verteilung der Einkünfte, durch die sozialberufliche Eingliederung eines oder mehrerer geringqualifizierter Arbeitnehmer abzielt;

3° eine für geringqualifizierte Arbeitnehmer angemessene technische, ausbildende und soziale Betreuung vorschlagen;

4° einen Gesellschaftssitz oder einen Hauptbetriebsitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region haben;

5° unter seinen Verwaltungsmitgliedern, Geschäftsführern, Mandatträgern oder Personen, die befugt sind, für die zugelassene sozialwirtschaftliche Initiative Verbindlichkeiten einzugehen, keine Personen zählen:

a) denen die Ausübung einer solchen Tätigkeit aufgrund der Gesetzgebung, bezüglich des für bestimmte Verurteilte und für Konkurschuldner geltenden gerichtlichen Verbots, bestimmte Ämter, Berufe oder Tätigkeiten auszuüben, untersagt ist;

b) die innerhalb eines Zeitraums von fünf Jahren vor der Beantragung der Zulassung oder der Erneuerung einer Zulassung in Anwendung der Artikel 229 Ziffer 5, 265, 315, 456 Ziffer 4 und 530 des Gesellschaftsgesetzbuches für verantwortlich für die Verpflichtungen oder Schulden einer in Konkurs geratenen Gesellschaft gehalten worden sind;

c) die nicht mehr im Besitz ihrer zivilen und politischen Rechte sind;

d) die innerhalb eines Zeitraums von fünf Jahren vor der Beantragung der Zulassung oder der Erneuerung einer Zulassung wegen irgendeines steuerrechtlichen Verstoßes oder irgendeines Verstoßes im sozialen Bereich oder im Bereich der gesetzlichen bzw. verordnungsmäßigen Bestimmungen in Bezug auf die Tätigkeitsausübung der sozialwirtschaftlichen Initiative verurteilt worden sind;

6° nicht gegen die gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmungen in Bezug auf die Ausübung ihrer Tätigkeit verstoßen;

7° keine ausstehenden Schulden haben gegenüber dem Staat, der Französischen Gemeinschaft, der Region, dem FOREm, dem Arbeitsamt der D.G., der wallonischen Gesellschaft für soziale Marktwirtschaft ("Société wallonne d'économie sociale marchande") - nachstehend "SOWECSOM" genannt, dem Landesamt für soziale Sicherheit, einem Fonds für Existenzsicherheit oder für Rechnung von Letzterem, außer wenn er gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten über einen Bereinigungsplan verfügt, den er ordnungsgemäß einhält;

8° gegebenenfalls eine Buchführungsfunktion in Verbindung mit dem Projekt oder eine Buchführung haben, die dem Mindestkontenplan nach dem Gesetz vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und den Jahresabschluss der Unternehmen genügt.

§ 2. Die Regierung legt die Anwendungsbedingungen bezüglich des Paragraphen 1 Ziffern 2 und 3 fest.

Art. 4 - Die Zulassung wird für eine Dauer von zwei Jahren gewährt. Sie kann für einen Zeitraum von vier Jahren erneuert werden, nach dessen Ablauf die Zulassung für einen unbefristeten Zeitraum gewährt werden kann.

Art. 5 - Die Regierung legt die Modalitäten des Verfahrens für die Gewährung, die Erneuerung, die Aussetzung und den Entzug der Zulassung fest.

Art. 6 - Jedes Jahr, spätestens am 15. Juli des Jahres, das auf das Berichtsjahr folgt, legt die sozialwirtschaftliche Initiative den von der Regierung bestimmten Dienststellen einen Bericht vor.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten und das Muster des Tätigkeitsberichts.

KAPITEL III — Zulassung der Eingliederungsbetriebe

Art. 7 - § 1. Um zugelassen zu werden und die Bezeichnung "Eingliederungsbetrieb" verwenden zu dürfen, hat der antragstellende Betrieb folgende Bedingungen zu erfüllen:

1° eine juristische Person, die die Form einer Aktiengesellschaft oder einer Genossenschaft mit beschränkter Haftung annimmt, oder eine wirtschaftliche Interessenvereinigung sein;

2° als sozialwirtschaftliche Initiative zugelassen sein;

3° die Produktion von Gütern oder Dienstleistungen zur Tätigkeit haben und die Durchführung der in Artikel 1 Absatz 1 des Dekrets vom 20. November 2008 beschriebenen Grundsätze, insbesondere des Grundsatzes des Vorrangs der Arbeit vor dem Kapital bei der Verteilung der Einkünfte, durch die sozialberufliche Eingliederung eines oder mehrerer benachteiligter oder stark benachteiligter Arbeitnehmer zu Sozialzwecken verwenden;

4° über einen festen Teil des minimalen Gesellschaftskapitals von 18.550 Euro verfügen, was die Genossenschaften mit beschränkter Haftung mit sozialer Zielsetzung betrifft;

5° zu den Mitgliedern seines Verwaltungsrates ausschließlich natürliche Personen zählen (mindestens fünf), die weder Ehepartner noch gesetzlich zusammenwohnende Partner von anderen Verwaltern des besagten Rats sind und sich in keinem Verwandtschaftsverhältnis des ersten und zweiten Grads untereinander befinden.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 5 dürfen institutionelle Anleger und insbesondere die SOWECSOM als juristische Personen im Verwaltungsrat sitzen;

6°

a) entweder ein kleines und mittleres Unternehmen im Sinne von Anhang I der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 sein;

b) oder ein Unternehmen sein, dessen Gesellschaftskapital oder Stimmenanteile mehrheitlich im Besitz von lokalen Behörden im Sinne des Artikels 1 Absatz 1 Ziffer 4 sind;

c) oder ein Großunternehmen im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 sein;

7° sich dazu verpflichten, innerhalb von vier Jahren nach der Zulassung eine Prozentzahl von mindestens fünfzig Prozent benachteiligter bzw. stark benachteiligter Arbeitnehmer oder Arbeitnehmer ohne Diplom der Oberstufe des Sekundarunterrichts unter den im Rahmen eines Arbeitsvertrags beschäftigten Personen zu erreichen;

8° die Zweckdienlichkeit seiner Tätigkeit und deren wirtschaftliche Lebensfähigkeit nachweisen;

9° nicht zu einem Wirtschaftszweig gehören, der von der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 ausgeschlossen ist;

10° innerhalb von sechs Monaten ab der Gewährung der Zulassung in Absprache mit dem FOREm oder dem Arbeitsamt der D.G., sowie mit dem oder den sozialen Betreuern eine Vereinbarung abschließen, im Rahmen derer sich das FOREm oder das Arbeitsamt der D.G. dazu verpflichten, ihr Fachwissen für den Entwurf und gegebenenfalls die Durchführung des durch den zugelassenen Eingliederungsbetrieb zugunsten benachteiligter oder stark benachteiligter Arbeitnehmer erstellten Plans zur beruflichen Ausbildung und Eingliederung einzubringen. Diese Vereinbarung wird bei der Erneuerung der Zulassung bewertet.

§ 2. In dem Zulassungsantrag, so wie er von der Regierung bestimmt worden ist, wird gegebenenfalls die Verteilung der Aufgaben zwischen dem etwaigen geschäftsführenden Verwalter und dem Betriebsleiter innerhalb des Eingliederungsbetriebs angegeben.

§ 3. Der antragstellende Betrieb, dessen Gesellschaftssitz sich entweder in der Region Brüssel-Hauptstadt oder in der Flämischen Region befindet, oder der dort als juristische Person bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist, hat nachzuweisen, dass er Zulassungsbedingungen genügt, die denen entsprechen, welche durch das vorliegende Dekret bestimmt werden.

Der antragstellende Betrieb, dessen Gesellschaftssitz sich im Ausland und innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums befindet, hat nachzuweisen, dass er in seinem Ursprungsland Zulassungsbedingungen genügt, die denen entsprechen, welche durch das vorliegende Dekret bestimmt werden, und dies ohne direkte oder indirekte, auf dem Staat gestützte Diskriminierung, aus dem der zulassungsbedürftige Eingliederungsbetrieb her stammt.

Der antragstellende Betrieb, dessen Gesellschaftssitz sich im Ausland und außerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums befindet, hat die durch das vorliegende Dekret bestimmten Bedingungen zu erfüllen, und zu belegen, dass er in seinem Ursprungsland Dienstleistungen der gleichen Art erbringt, und dies ohne direkte oder indirekte, auf dem Staat gestützte Diskriminierung, aus dem der zulassungsbedürftige Eingliederungsbetrieb her stammt.

Die Regierung legt die Modalitäten zur Anwendung der Absätze 1, 2 und 3 fest.

Art. 8 - Die Zulassung kann mit einem Mandat gekoppelt werden, das den Eingliederungsbetrieb mit der Verwaltung einer DAWI beauftragt.

Art. 9 - Nach Stellungnahme des Ausschusses wird die Zulassung für eine Dauer von zwei Jahren gewährt. Sie kann für einen Zeitraum von vier Jahren erneuert werden, nach dessen Ablauf die Zulassung für einen unbefristeten Zeitraum gewährt werden kann.

Der Eingliederungsbetrieb darf nicht gleichzeitig Inhaber der Zulassung als solcher und einer Zulassung als beschützte Werkstätte im Sinne des Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit oder einer Zulassung als gleichgestellte Organisation in der Deutschsprachigen Gemeinschaft oder in der Flämischen Gemeinschaft sein.

Falls ein Eingliederungsbetrieb einer der in dem vorliegenden Dekret angeführten Bedingungen nicht mehr genügt, kann die Zulassung ausgesetzt oder entzogen werden.

Art. 10 - Die Regierung legt die Modalitäten des DAWI-Mandats und das Verfahren für die Gewährung, die Erneuerung, die Aussetzung und den Entzug der Zulassung fest.

KAPITEL IV — *Benachteiligte oder stark benachteiligte Arbeitnehmer*

Art. 11 - Die Regierung kann unter Einhaltung des Artikels 2, 4) und 99) der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 bestimmte Situationen, denen die benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmer ausgesetzt sind, mit Perioden der Unterstützung mit Arbeitslosengeld, Eingliederungszulagen, dem sozialen Eingliederungseinkommen oder einer sozialen Beihilfe oder mit Perioden der Eintragung als nicht beschäftigte Arbeitssuchende beim FOREm oder beim Arbeitsamt der D.G. gleichstellen.

Die Lage der in Artikel 1 Ziffern 4 und 5 erwähnten Personen wird am Tag vor dem Wirksamwerden der in Artikel 13 erwähnten Bescheinigung eingeschätzt.

Art. 12 - Die Regierung kann unter Einhaltung des Artikels 2, 4) und 99) der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 die Kategorien von benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmern, sowie die mit Perioden der Unterstützung mit Arbeitslosengeld, Eingliederungszulagen, dem sozialen Eingliederungseinkommen oder einer sozialen Beihilfe gleichgestellten Zeiträume erweitern oder einschränken.

In diesem Fall sind in ihrem begründeten Beschluss entweder die strukturelle Entwicklung der Arbeitslosigkeit, oder die betroffenen Tätigkeitsbereiche, oder die europäische Gesetzgebung, oder die in folgenden Gesetzestexten vorgenommenen Abänderungen zu berücksichtigen:

1° dem Königlichen Erlass vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit sowie den ministeriellen Erlassen zu dessen Durchführung;

2° dem Gesetz vom 20. Juli 2001 zur Förderung der Entwicklung von Dienstleistungen und Arbeitsstellen im Nahbereich und dessen Durchführungserlassen;

3° der Regelung bezüglich der Wiedereingliederung der besonders schwer vermittelbaren Arbeitslosen, die kraft Artikel 7 § 1 Absatz 3, Buchstabe m des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer bezüglich der Wiedereingliederung der besonders schwer vermittelbaren Arbeitslosen;

4° dem Gesetz vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung;

5° dem Grundlagengesetz vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren;

6° dem Gesetz vom 2. April 1965 bezüglich der Übernahme der von den öffentlichen Sozialhilfezentren gewährten Hilfeleistungen;

7° den auf Initiative der Mitglieder der Regierung oder der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft angenommenen Gesetzgebungen und Regelungen betreffend:

a) die untergeordneten Behörden, so wie sie in Artikel 6 § 1 VIII des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen erwähnt sind;

b) die Beschäftigungspolitik, so wie sie in Artikel 6 § 1 IX des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnt ist;

c) den Personenbestand, so wie er in Artikel 3 Ziffer 7 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Übertragung der Ausübung gewisser Zuständigkeiten von der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission erwähnt ist;

8° dem Wallonischen Gesetzbuch für soziale Maßnahmen und Gesundheit;

9° den Gesetzgebungen und Regelungen der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Sachen soziale Maßnahmen und Gesundheit.

Art. 13 - Die Regierung legt das Muster der Bescheinigung fest, durch die bestätigt wird, dass sich die benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmer in den in Artikel 1 Ziffern 4 und 5 erwähnten Bedingungen befinden.

Art. 14 - Jedes Jahr, spätestens am 15. Juli des Jahres, das auf das Berichtsjahr folgt, legt der Eingliederungsbetrieb der Verwaltung einen Bericht vor.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten und das Muster des Tätigkeitsberichts.

KAPITEL V — *Zuschüsse der Eingliederungsbetriebe*

Abschnitt 1 — Bedingungen zur Gewährung der Zuschüsse

Art. 15 - § 1. Der Eingliederungsbetrieb, der einen Zuschuss erhalten möchte:

1° ist als Eingliederungsbetrieb zugelassen und erbringt den Beweis, dass er die aufgrund des vorliegenden Dekrets eingegangenen Verpflichtungen einhält;

2° erhöht gemäß den Paragraphen 3 und 4 des Artikels 32 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 das globale Beschäftigungsvolumen im Verhältnis zum Bezugsniveau der Beschäftigung und erhält diese Erhöhung während eines Mindestzeitraums von drei Jahren über den Zeitraum der Gewährung der Beihilfe hinaus aufrecht.

Der in Artikel 19 erwähnte Zuschuss wird gewährt, wenn der benachteiligte oder stark benachteiligte Arbeitnehmer einen zusätzlichen Arbeitnehmer darstellt.

In Abweichung von Paragraph 1 kann der Minister oder der beauftragte Beamte nach Begutachtung durch den Ausschuss einem Eingliederungsbetrieb erlauben, die Beschäftigtenzahl seines Personals zeitweise zu verringern, wenn er mit Schwierigkeiten umgehen muss, insbesondere wegen des Verlusts eines öffentlichen Auftrags oder eines wichtigen Vertrags oder einer bedeutenden Anzahl von Verträgen, oder wenn er außergewöhnlich ungünstigen wirtschaftlichen Umständen ausgesetzt ist im Sinne von Artikel 39bis des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge.

Die Überprüfung der Aufrechterhaltung des Bezugsniveaus der Beschäftigung und Anstiegs des globalen Beschäftigungsvolumens während des in Paragraph 1 Ziffer 2 erwähnten Zeitraums übernimmt die Verwaltung unter Berücksichtigung der durch den Zugang zum Nationalregister, zu der Zentralen Datenbank der Unternehmen und zur Zentralen Datenbank des Landesamtes für soziale Sicherheit oder gegebenenfalls durch den Eingliederungsbetrieb verfügbaren Daten.

3° ist kein Betrieb mit finanziellen Schwierigkeiten im Sinne des Artikels 2 18) der Verordnung (EU) Nr. 651/2014;

4° stellt die benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmer im Rahmen eines vollzeitigen oder mindestens halbtägigen Arbeitsvertrags auf bestimmte Dauer (unter der Bedingung, dass er binnen sechs Monaten zu einem Vertrag auf unbestimmte Dauer führt), auf unbestimmte Dauer oder zwecks eines Ersatzes in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge ein.

§ 2. Es wird jedoch davon ausgegangen, dass der zugelassene Eingliederungsbetrieb seine Beschäftigtenzahl aufrechterhalten hat, wenn er jeden Arbeitnehmer, dessen Arbeitsplatz aufgrund seines freiwilligen Rücktritts, seiner dauerhaften Unfähigkeit, sein Amt auszuüben, seiner Versetzung in den Ruhestand aus Altersgründen, wegen der freiwilligen Reduzierung der Arbeitszeit oder wegen seiner rechtmäßigen Entlassung wegen schwerer Verfehlung, und nicht aufgrund der Streichung seiner Stelle freigeworden ist, durch einen Arbeitnehmer mit gleichem Status ersetzt. In diesem Fall wird der Zuschuss für den Arbeiter im Verhältnis zur Dauer seiner Beschäftigung aufrechterhalten und verleiht die Einstellung des neuen Arbeitnehmers Anspruch auf einen neuen Zuschuss.

Art. 16 - Die in den Artikeln 19, 21 und 22 erwähnten Zuschüsse werden im Januar eines jeden Jahres indexiert, indem ihr Wert des vorhergehenden Jahres mit dem Mittelwert der Zahlen des Index der Verbraucherpreise (Gesundheitsindex) der Monate September und Oktober des vorhergehenden Jahres, geteilt durch den Mittelwert der Zahlen des Index der Verbraucherpreise (Gesundheitsindex) der Monate September und Oktober des Jahres vor dem vorhergehenden Jahr, multipliziert wird.

Diese Indexierung darf die Wachstumsrate der Haushaltskredite des laufenden Jahres für die in den Artikeln 19, 21 und 22 erwähnten Zuschüsse jedoch nicht überschreiten.

Art. 17 - Die Modalitäten für die Auszahlung der in den Artikeln 19, 21 und 22 erwähnten Zuschüsse werden von der Regierung bestimmt.

Die Zuschüsse können bei Konkurs, Auflösung, freiwilliger oder gerichtlicher Liquidation des zugelassenen Eingliederungsbetriebs nicht ausbezahlt werden.

Art. 18 - Der zugelassene Eingliederungsbetrieb reicht seinen Bezuschussungsantrag nach den von der Regierung festgelegten Formen und Modalitäten ein.

Die Regierung bestimmt das Verfahren und die Modalitäten für die Untersuchung und Bewertung der Bezuschussungsanträge durch die von ihr bestimmten Dienststellen.

Die Regierung fasst die Beschlüsse über die Bezuschussungsanträge nach von ihr bestimmten Modalitäten.

Abschnitt 2 — Zuschüsse für die benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmer

Art. 19 - Innerhalb der jährlich festgelegten Haushaltsgrenzen kann die Regierung dem zugelassenen Eingliederungsbetrieb einen Zuschuss zur Förderung der dauerhaften, qualitativ wertvollen Eingliederung benachteiligter oder stark benachteiligter Arbeitnehmer gewähren.

Der Zuschuss beträgt höchstens 18.000 Euro für einen benachteiligten Arbeitnehmer und höchstens 36.000 Euro für einen stark benachteiligten Arbeitnehmer. Dieser Zuschuss wird gemäß den Modalitäten gewährt, die durch die Regierung insbesondere je nach der paritätischen Kommission, der der Arbeitnehmer des Eingliederungsbetriebs untersteht, und der Unternehmenskategorie im Sinne von Artikel 7 Ziffer 5 festgelegt werden.

Art. 20 - Die Intensität der Beihilfe darf fünfzig Prozent der Lohnkosten über einen Zeitraum von höchstens 12 Monaten ab der Einstellung eines benachteiligten Arbeitnehmers oder über einen Zeitraum von höchstens 24 Monaten ab der Einstellung eines stark benachteiligten Arbeitnehmers nicht überschreiten.

Abschnitt 3 — Zuschuss für die Einführung einer DAWI

Art. 21 - Innerhalb der jährlich festgelegten Haushaltsgrenzen kann die Regierung dem Eingliederungsbetrieb, der ein Mandat für die Verwaltung bei der Erbringung einer DAWI trägt, einen Zuschuss für einen Auftrag der sozialen Betreuung benachteiligter oder stark benachteiligter Arbeitnehmer im Betrieb gewähren. Der Eingliederungsbetrieb muss den Beweis erbringen, dass der Zuschuss den Bestimmungen der De-minimis-Verordnung für die DAWI genügt;

Dieser Zuschuss, der höchstens 100.000 Euro beträgt, entspricht insbesondere der Anzahl benachteiligter oder stark benachteiligter Arbeitnehmer.

In Abweichung von Artikel 1 Ziffern 4 und 5 werden bei der Berechnung dieses Zuschusses die am Datum der Einreichung des ersten Antrags auf Zulassung als Eingliederungsbetrieb seit höchstens zwölf Monaten im Rahmen eines Arbeitsvertrags innerhalb des Eingliederungsbetriebs beschäftigten Arbeitnehmer, die zum Zeitpunkt ihrer ersten Einstellung durch den Eingliederungsbetrieb der Definition der benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmer entsprochen haben, benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmern gleichgestellt.

Der Zuschuss wird in Übereinstimmung mit der auf die DAWI anwendbare De-minimis-Verordnung gewährt.

Die Regierung ist dazu befugt, die Anwendungsmodalitäten in Verbindung mit den Absätzen 1, 2 und 3 und 4 festzulegen und näher zu bestimmen.

Abschnitt 4 — Zuschuss für die Einführung der Grundsätze der Sozialwirtschaft

Art. 22 - Innerhalb der jährlich festgelegten Haushaltsgrenzen kann die Regierung dem Eingliederungsbetrieb, der ein Mandat für die Verwaltung bei der Erbringung einer DAWI trägt, einen Zuschuss für einen Auftrag zur Förderung der Grundsätze der Sozialwirtschaft innerhalb der Eingliederungsbetriebe, insbesondere zugunsten der benachteiligten oder stark benachteiligten Arbeitnehmer nach Artikel 1 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft gewähren.

Der Zuschuss beträgt höchstens 30.000 Euro. Dieser Zuschuss wird gemäß den Modalitäten gewährt, die von der Regierung insbesondere je nach der Entwicklung des Personalaufwands, der Gewinnverwendungspolitik und der Einführung eines partizipativen Verfahrens festgelegt werden.

KAPITEL VI — Kontrolle, Überwachung und Beitreibung

Art. 23 - § 1. Im Falle der Nichtbeachtung der kraft vorliegenden Dekrets erlassenen Verpflichtungen, oder der Verpflichtungen, die im individuellen Gewährungsbeschluss angeführt sind, kann die Regierung nach von ihr bestimmten Modalitäten:

- 1° die Gesamtheit oder einen Teil der Zuschüsse während eines Zeitraums aussetzen, der es dem zugelassenen Eingliederungsbetrieb ermöglicht, den nicht eingehaltenen Verpflichtungen nachzukommen;
- 2° die Gesamtheit oder einen Teil der Zuschüsse im Verhältnis zu den festgestellten Verstößen widerrufen;
- 3° den Beschluss zur Gewährung von Zuschüssen zurückziehen;
- 4° den Beschluss zur Gewährung von Zuschüssen zurückziehen und den zugelassenen Eingliederungsbetrieb dazu auffordern, einen Teil oder die Gesamtheit der Zuschüsse zurückzuzahlen.

§ 2. Die Regierung bestimmt das Verfahren für die Beitreibung der unberechtigterweise ausgezahlten Zuschüsse.

Diese Beitreibung wird durch die von ihr bestimmten Dienststellen durch jeglichen Rechtsweg einschließlich der Aufrechnung vorgenommen.

§ 3. Die Zuschüsse sind ebenfalls bei Konkurs, Auflösung, freiwillige oder gerichtliche Liquidation des Betriebs zurückzuzahlen.

Art. 24 - § 1. Die Regierung kann von Artikel 23 abweichen und die Zuschüsse weiterhin aufrechterhalten:

1° falls die Nichtbeachtung der in dem vorliegenden Dekret erwähnten Bedingungen durch den zugelassenen Eingliederungsbetrieb auf anormale und unvorhersehbare, von der Person, die sie anführt, unabhängige Umstände, deren Folgen trotz aller getroffenen Maßnahmen nicht zu verhindern gewesen wären, zurückzuführen ist;

2° im Falle eines Gesellschaftszusammenschlusses oder einer Spaltung, der Einbringung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs, der Abtretung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs im Sinne von Buch XI des Gesetzbuches über die Gesellschaften, sowie in den Fällen, die im Gesetz vom 31. Januar 2009 über die Kontinuität der Unternehmen angeführt werden, wenn alle nachstehenden Bedingungen erfüllt werden:

- a) die wirtschaftliche Tätigkeit des zugelassenen Eingliederungsbetriebs in der Wallonischen Region wird weitergeführt;
- b) die erhaltenen Zuschüsse sowie die Arbeitnehmer werden auf einen anderen zugelassenen Eingliederungsbetrieb übertragen;
- c) im Falle einer Kündigung werden Begleitmaßnahmen eingeleitet.

§ 2. Die Regierung kann von Artikel 23 abweichen:

1° in den Fällen, in denen der Tatbestand, der eine Rückerstattung veranlasst, nicht auf einen Fehler oder eine absichtliche Handlung seitens des zugelassenen Eingliederungsbetriebs zurückzuführen ist, wobei die Rückzahlung der Zuschüsse nach von ihr bestimmten Kriterien begrenzt wird;

2° indem sie auf die Rückzahlung der gesamten Zuschüsse oder eines Teils davon verzichtet, wenn die mit deren Beitreibung verbundenen Kosten höher als deren Betrag ausfallen könnten.

Art. 25 - Die Regierung übermittelt jährlich, nach von ihr bestimmten Modalitäten, dem wallonischen Rat der Sozialwirtschaft ("Conseil wallon de l'Économie sociale") und dem Wallonischen Parlament einen quantitativen und qualitativen Bericht über die Durchführung des vorliegenden Dekrets, den sie im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Europäischen Kommission vorlegt.

Art. 26 - Die Kontrolle und Überwachung dieses Dekrets und seiner Durchführungserlasse werden nach von der Regierung bestimmten Modalitäten und durch die von ihr bestimmten Dienststellen ausgeübt.

KAPITEL VII — Übergangs-, Schluss- und Aufhebungsbestimmungen

Art. 27 - Die aufgrund des Artikels 1 § 1 Ziffer 2 des Königlichen Erlasses vom 3. Mai 1999 zur Durchführung des Artikels 7 § 1 Absatz 3 Buchstabe m des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer bezüglich der Wiedereingliederung der besonders schwer vermittelbaren Arbeitslosen zugelassenen Betriebe gelten als solche, die als sozialwirtschaftliche Initiativen zugelassen sind, insofern sie der Verwaltung innerhalb von sechs Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets den Nachweis erbringen, dass sie die in Artikel 3 erwähnten Bedingungen erfüllen.

Art. 28 - § 1. Die Dienststellen des ÖZHZ, die Initiativen in Sachen Eingliederungssozialwirtschaft organisieren und die aufgrund des Artikels 2 Ziffer 4 des ministeriellen Erlasses vom 10. Oktober 2004 zur Aufstellung der Liste der sozialwirtschaftlichen Initiativen im Hinblick auf die Gewährung einer erhöhten Staatssubvention an die öffentlichen Sozialhilfezentren für spezifische sozialwirtschaftliche Initiativen zur sozialen Eingliederung anerkannt sind, gelten als zugelassene sozialwirtschaftliche Initiativen im Sinne des vorliegenden Dekrets.

§ 2. Die Pilotprojekte und innovativen Experimente bezüglich der Sozialwirtschaft, die aufgrund des Artikels 2 Ziffer 5 des ministeriellen Erlasses vom 10. Oktober 2004 zur Aufstellung der Liste der sozialwirtschaftlichen Initiativen im Hinblick auf die Gewährung einer erhöhten Staatssubvention an die öffentlichen Sozialhilfezentren für spezifische sozialwirtschaftliche Initiativen zur sozialen Eingliederung anerkannt sind, gelten als zugelassene sozialwirtschaftliche Initiativen im Sinne des vorliegenden Dekrets.

Art. 29 - § 1. Die Eingliederungsbetriebe, die aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe oder im Rahmen des Dekrets vom 16. Juli 1998 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe zugelassen sind, gelten als zugelassen im Sinne des vorliegenden Dekrets.

Die Berechnung des Erneuerungsdatums der in Artikel 9 erwähnten Zulassung erfolgt ab dem Datum der gemäß dem vorerwähnten Dekret vom 19. Dezember 2012 erhaltenen Zulassung.

§ 2. Die Arbeitnehmer, die als benachteiligte oder stark benachteiligte Arbeitnehmer anerkannt in einem zugelassenen Eingliederungsbetrieb gemäß dem Dekret vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe anerkannt werden, behalten ihren Status im Sinne des vorliegenden Dekrets.

§ 3. Für die im Sinne des Dekrets vom 19. Dezember 2012 anerkannten benachteiligten Arbeitnehmer erfolgt die Berechnung des in Artikel 19 erwähnten Zuschusses ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets unter Abzug der im Rahmen des vorerwähnten Dekrets vom 19. Dezember 2012 gewährten Zuschüsse je nach ihrer Beschäftigungsperiode innerhalb des Eingliederungsbetriebs.

§ 4. Für die im Sinne des Dekrets vom 19. Dezember 2012 anerkannten stark benachteiligten Arbeitnehmer wird der Betrag der in Artikel 19 für einen benachteiligten Arbeitnehmer erwähnten Zuschüsse mit einem Faktor 2 multipliziert, unter Abzug der im Rahmen des vorerwähnten Dekrets vom 2. Dezember 19 gewährten Zuschüsse je nach ihrer Beschäftigungsperiode innerhalb des Eingliederungsbetriebs.

§ 5. Die Berechnung des in Artikel 19 erwähnten Zuschusses erfolgt ab dem Datum der gemäß dem Dekret vom 19. Dezember 19 erhaltenen Zulassung.

§ 6. Das Mandat, durch das der zugelassene Eingliederungsbetrieb mit der Verwaltung einer DAWI beauftragt ist und das aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe erhalten wurde, gilt als gewährt im Sinne des vorliegenden Dekrets.

Art. 30 - Artikel 1 § 1 Ziffer 2 des Königlichen Erlasses vom 3. Mai 1999 zur Durchführung des Artikels 7 § 1 Absatz 3 Buchstabe m des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1994 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer bezüglich der Wiedereingliederung der besonders schwer vermittelbaren Arbeitslosen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 8. Juli 2005, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“ 2° die sozialwirtschaftlichen Initiativen, die vom wallonischen Regionalminister, zu dessen Zuständigkeit die Sozialwirtschaft gehört, als solche anerkannt werden”.

Art. 31 - Artikel 1 Ziffer 8 des ministeriellen Erlasses vom 10. Oktober 2004 zur Aufstellung der Liste der sozialwirtschaftlichen Initiativen im Hinblick auf die Gewährung einer erhöhten Staatssubvention an die öffentlichen Sozialhilfezentren für spezifische sozialwirtschaftliche Initiativen zur sozialen Eingliederung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“ 8° die sozialwirtschaftlichen Initiativen, die vom wallonischen Regionalminister, zu dessen Zuständigkeit die Sozialwirtschaft gehört, als solche anerkannt werden”.

Art. 32 - In Artikel 2 Absatz 1 des Dekrets vom 8. November 2008 über die Sozialwirtschaft wird die Wortfolge “1° das Dekret vom 18. Dezember 2003 bezüglich der Bedingungen für die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe” durch die Wortfolge “1° das Dekret vom 21. Juli 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe” ersetzt.

Art. 33 - Artikel 1 § 1 Ziffer 12 des Königlichen Erlasses vom 3. Mai 1999 zur Durchführung des Artikels 7 § 1 Absatz 3 Buchstabe m des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1994 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer bezüglich der Wiedereingliederung der besonders schwer vermittelbaren Arbeitslosen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 8. Juli 2005, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 34 - Artikel 2 Ziffer 4 des ministeriellen Erlasses vom 10. Oktober 2004 zur Aufstellung der Liste der sozialwirtschaftlichen Initiativen im Hinblick auf die Gewährung einer erhöhten Staatssubvention an die öffentlichen Sozialhilfezentren für spezifische sozialwirtschaftliche Initiativen zur sozialen Eingliederung wird außer Kraft gesetzt.

Art. 35 - Artikel 2 Ziffer 5 des ministeriellen Erlasses vom 10. Oktober 2004 zur Aufstellung der Liste der sozialwirtschaftlichen Initiativen im Hinblick auf die Gewährung einer erhöhten Staatssubvention an die öffentlichen Sozialhilfezentren für spezifische sozialwirtschaftliche Initiativen zur sozialen Eingliederung wird außer Kraft gesetzt.

Art. 36 - Der ministerielle Erlass vom 4. Mai 2007 zur Bestimmung des Verfahrens zur Zulassung der Eingliederungsbetriebe wird außer Kraft gesetzt.

Art. 37 - Das Dekret vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 8. Mai 2014, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 38 - Die Regierung setzt das Datum für das Inkrafttreten vorliegenden Dekrets auf den 30. Juni 2017 spätestens fest.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 20. Oktober 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2015-2016

Dokumente des Wallonischen Parlaments 574 (2015-2016) Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 19. Oktober 2016

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205562]

20 OKTOBER 2016. — Decreet betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen en doel*

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° initiatief van sociale economie : de rechtspersoon die is opgericht in de vorm van een vennootschap met een sociaal oogmerk in de zin van de artikelen 661 en volgende van het Wetboek van vennootschappen, de vereniging zonder winstoogmerk, het initiatief van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of van een groepering van openbare centra voor maatschappelijk welzijn dat als doel heeft de invoering van een project met een maatschappelijk doel, via een activiteit die de productie van goederen of diensten beoogt;

2° het inschakelingsbedrijf : de rechtspersoon met een sociaal oogmerk in de zin van de artikelen 661 en volgende van het Wetboek van vennootschappen, opgericht in de vorm van een naamloze vennootschap of een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid of een groepering van economisch belang die is erkend als initiatief van sociale economie en die de uitvoering van de principes omschreven in artikel 1, eerste lid, van het decreet van 20 november 2008 beoogt en meer bepaald het werk boven het kapitaal bij de verdeling van de inkomsten, door de socio-professionele inschakeling van weinig gekwalificeerde werknemers;

3° de weinig gekwalificeerde werknemer : de werknemer die op het ogenblik van zijn aanwerving niet over het diploma van het hoger secundair onderwijs beschikt en als werkzoekende ingeschreven is;

4° de kwetsbare werknemers : de personen die, vóór hun eerste aanwerving in een erkende inschakelingsbedrijf, niet houder zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of daarmee gelijkgesteld, ingeschreven zijn als niet-tewerkgestelde werkzoekende bij de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), hierna "FOREm" genoemd, of bij het "Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft", opgericht bij decreet van 17 januari 2000 tot oprichting van een dienst voor arbeidsbemiddeling in de Duitstalige Gemeenschap, hierna "Arbeitsamt der D.G." genoemd, en die één van de volgende voorwaarden vervullen :

a) ofwel in aanmerking komen voor werkloosheidsuitkeringen, inschakelingsuitkeringen, leefloon, of een sociale hulp of die sinds minstens zes maanden geen enkel inkomen genieten;

b) ofwel tussen 18 en 24 jaar oud zijn;

c) ofwel ouder dan vijftig jaar zijn;

d) ofwel gezinshoofden zijn van een eenoudergezin;

e) ofwel van het erkende inschakelingsbedrijf een arbeidscontract krijgen in een sector of een beroep waarin de wanverhouding van de geslachten hoger is dan minstens 25 procent van de gemiddelde wanverhouding van de geslachten in het geheel van de economische sectoren en deel uitmaken van het ondervertegenwoordigde geslacht;

f) ofwel in het bezit zijn van een beslissing van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen) tot toekenning van een steun voor vorming of tewerkstelling, genomen krachtens de bepalingen van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid of krachtens een gelijksoortige beslissing inzake steun voor vorming of tewerkstelling van de gehandicapte personen door de "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" opgericht bij het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 19 juni 1990 houdende oprichting van een "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" (Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap);

g) ofwel personen waren zoals bedoeld in artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn of in het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma vóór hun inschrijving als werkzoekenden;

h) ofwel lid zijn van een etnische minderheid van een Lidstaat van de Europese Gemeenschap en hun taalopleiding moeten versterken om hun kans op een duurzame betrekking te verhogen;

5° de uiterst kwetsbare werknemers : de personen die, vóór hun eerste aanwerving in een erkende inschakelingsbedrijf niet houder zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of daarmee gelijkgesteld, ingeschreven zijn als niet-tewerkgestelde werkzoekende bij de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), hierna "le FOREm" genoemd, of bij de "Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft", opgericht bij decreet van 17 januari 2000 tot oprichting van een dienst voor arbeidsbemiddeling in de Duitstalige Gemeenschap, hierna "Arbeitsamt der D.G." genoemd, en die in aanmerking komen voor werkloosheidsuitkeringen, inschakelingsuitkeringen, leefloon, of een sociale hulp of die sinds minstens vierentwintig maanden geen enkel inkomen genieten;

6° de sociale begeleiding : de dienst van algemeen economisch belang, hierna "S.I.E.G." genoemd, zoals bedoeld in de artikelen 14 en 106, § 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en in het desbetreffende Protocol nr. 26, verricht door één of meerdere sociale begeleiders met de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers, met inbegrip van de werknemers bedoeld in artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die in het erkende inschakelingsbedrijf actief zijn, ten einde :

a) de duurzame en kwaliteitsvolle inschakeling van die werknemers te bevorderen binnen het erkende inschakelingsbedrijf of elk ander bedrijf;

b) hun autonomie te ontwikkelen op de arbeidsmarkt en hen in het kader van individuele of gezamenlijke psychosociale activiteiten of gesprekken in hun duurzame en kwaliteitsvolle inschakeling te helpen om de moeilijkheden of belemmeringen te boven te komen die ze ontmoeten of die hun handhavingkansen in de betrekking zouden kunnen bezwaren;

c) hun stappen betreffende de valorisatie van de verworven beroepsvaardigheden te bevorderen en te ondersteunen.

7° de sociale begeleiders : de personen met een arbeidsovereenkomst binnen het erkende inschakelingsbedrijf van wie de activiteiten uitgeoefend in het kader van hun functie van sociale begeleider uitsluitend onder de sociale begeleiding vallen;

8° het bedrijfshoofd : de natuurlijke persoon aangeworven voor het dagelijkse beheer van het bedrijf; hij wordt door de raad van bestuur van het erkende bedrijf ertoe gemachtigd die opdracht uit te oefenen in het uitsluitende kader van een arbeidscontract gesloten voor minstens een halftijdse betrekking en waarvoor hij een loon ontvangt met uitzondering van elk ander inkomen of voordeel gekregen om een ander reden, ten laste van het erkende bedrijf;

9° de referentiebezetting : het gemiddelde aantal loonarbeiders berekend in voltijdse equivalenten, die binnen het erkende inschakelingsbedrijf gewerkt hebben, op grond van de vier kwartalen vóór de datum van de erkenning van dit bedrijf;

10° de administratie : de dienst aangewezen door de Regering;

11° de institutionele beleggers : de banken, verzekeringsmaatschappijen, de beleggingsfondsen en de gewestelijke ontwikkelingsfondsen, en op voorwaarde dat die noch individueel noch samen een controle uitoefenen op de onderneming;

12° de *minimis*-verordening voor de diensten van algemeen economisch belang : Verordening (EU) nr. 360/2012 van de Commissie van 25 april 2012 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimisssteun verleend aan diensten van algemeen economisch belang verrichtende ondernemingen;

13° Verordening (EU) nr. 651/2014 : Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard;

14° de plaatselijke besturen :

- a) de gemeenten;
- b) de verenigingen van gemeenten;
- c) de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- c) de verenigingen van openbare centra voor maatschappelijk welzijn;
- e) de intercommunales;
- f) de autonome gemeentebesturen;
- g) de provincies;
- b) de verenigingen van provincies;
- i) de provinciebesturen;
- j) de plaatselijke ontwikkelingsagentschappen;
- k) de plaatselijke agentschappen voor arbeidsvoorziening;

15° de Commissie : de advies- en erkenningscommissie van de sociale economiebedrijven, opgericht bij het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie.

Art. 2. De Regering wordt ertoe gemachtigd om :

1° op advies van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" (Waals Instituut Voor Evaluatie, Prospectie en Statistiek) bedoeld in artikel 8 van het decreet van 4 december 2003 betreffende de oprichting van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" en na advies van de "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen), zoals ingesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 2003 tot oprichting van een Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen, de lijst van de sectoren en beroepen bedoeld in artikel 1, 4°, e) te bepalen;

2° de categorieën personen die met die bedoeld in artikel 1, 4°, f), kunnen worden gelijkgesteld, te bepalen;

3° de opdrachten en de kwalificaties van de in artikel 1, 7°, bedoelde sociale begeleiders te bepalen;

4° de berekeningsmodaliteiten van de in artikel 1, 9°, bedoelde referentiebezetting met inachtneming van Verordening (EU) nr. 651/2014 te bepalen;

5° de in artikel 1, 14°, bedoelde opsomming te wijzigen met inachtneming van de wetwijzigingen inzake ondergeschikte besturen.

HOOFDSTUK II. — *De erkenning van de initiatieven van sociale economie*

Art. 3. § 1. Om erkend te worden en de benaming "initiatief van sociale economie" te gebruiken, moet de aanvragende partij de principes van de sociale economie zoals bedoeld in artikel 1 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie naleven en moet het in dit kader aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° een bedrijf met sociale doeleinden zijn in de zin van de artikelen 661 en volgende van het Wetboek van vennootschappen of een vereniging zonder winstoogmerk of een dienst ontwikkeld door een openbaar centrum voor maatschappelijk werk of een vereniging van openbare centra voor maatschappelijk werk in de zin van hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

2° een economisch project met sociale doeleinden voorstellen die de uitvoering van de principes omschreven in artikel 1, eerste lid, van het decreet van 20 november 2008 beoogt en meer bepaald het werk boven het kapitaal bij de verdeling van de inkomsten, door de socio-professionele inschakeling van weinig gekwalificeerde werknemers;

3° een technische, vormende en sociale begeleiding voorstellen die aangepast is aan de weinig gekwalificeerde werknemers;

4° een maatschappelijk zetel of een hoofdzetel van de activiteiten op het grondgebied van het Waalse Gewest hebben;

5° onder zijn bestuurders, beheerders, mandatarissen of andere personen die bevoegd zijn om het erkend initiatief van sociale economie te verbinden geen personen tellen :

a) aan wie verbod tot uitoefening van dergelijke functies is opgelegd krachtens de wetgeving op het gerechtelijk verbod tot uitoefening van bepaalde functies, beroepen of activiteiten opgelegd aan sommige veroordeelden en faillietverklaarden;

b) die gedurende de periode van vijf jaar die voorafgaat aan het verzoek om erkenning of om hernieuwing van de erkenning verantwoordelijk zijn gehouden voor de verbintenissen of de schulden van een faillietverklaarde vennootschap, overeenkomstig de artikelen 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, en 530 van het Wetboek der vennootschappen;

c) wier burgerlijke en politieke rechten zijn ontnomen;

d) die gedurende de periode van vijf jaar die voorafgaat aan het verzoek om erkenning of om hernieuwing van de erkenning veroordeeld werden voor elke overtreding begaan op fiscaal of sociaal vlak of op het gebied van de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de uitoefening van de activiteit van het erkende initiatief van sociale economie;

6° niet in overtreding zijn i.v.m. de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de uitoefening van zijn activiteit;

7° geen invorderbare schuld hebben t.o.v. de Staat, de Franse Gemeenschap, het Gewest, de "Forem", het "Arbeitsamt der D.G.", de "Société wallonne d'économie sociale marchande" (Waalse maatschappij voor sociale handelseconomie), hierna de "SOWECSOM" genoemd, de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, een fonds voor bestaanszekerheid of voor rekening van dat fonds, behalve indien het in aanmerking komt voor een in acht genomen aanzuiveringsplan volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten;

8° in voorkomend geval, een boekhoudkundige functie hebben i.v.m. het project of een boekhouding erop nahouden die conform is met het minimum genormaliseerde boekhoudplan overeenkomstig de wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

§ 2. De Regering bepaalt de toepassingsmodaliteiten van paragraaf 1, 2° en 3°.

Art. 4. De erkenning wordt voor twee jaar verleend. Die erkenning kan voor vier jaar verlengd worden; na afloop van die periode kan ze voor onbepaalde duur worden toegekend.

Art. 5. De Regering bepaalt de modaliteiten van de procedure van toekenning, verlenging, opschorting en intrekking van de erkenning.

Art. 6. Het initiatief van sociale economie maakt jaarlijks uiterlijk voor 15 juli van het jaar volgend op het gerapporteerde jaar een activiteitenverslag over aan de door de Regering aangewezen diensten.

De Regering bepaalt de modaliteiten en het model van het activiteitenverslag.

HOOFDSTUK III. — *De erkenning van de inschakelingsbedrijven*

Art. 7. § 1. Om erkend te zijn en de benaming « inschakelingsbedrijf » te gebruiken, moet de aanvragende partij aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° een rechtspersoon zijn, opgericht in de vorm van een naamloze vennootschap of van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid of een groepering van economisch belang;

2° erkend zijn als initiatief van sociale economie;

3° de productie van goederen of diensten als activiteit hebben en als sociaal doel de uitvoering van de principes omschreven in artikel 1, eerste lid, van het decreet van 20 november 2008 en meer bepaald het werk boven het kapitaal bij de verdeling van de inkomsten, door de duurzame en kwaliteitsvolle inschakeling van de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemer(s);

4° beschikken over een vast gedeelte van het maatschappelijk kapitaal van 18.550 € euro, wat betreft de coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid met een sociaal oogmerk;

5° onder de leden van zijn raad van bestuur uitsluitend natuurlijke personen hebben die geen echtgenoten, noch wettelijke samenwonenden van andere bestuurders binnen bovengenoemde raad zijn en die tussen elkaar geen verwantschapsband in de eerste en tweede graden hebben, met een minimum van vijf personen.

In afwijking van het eerste lid, 5°, kunnen de institutionele beleggers en met name de SOWECSOM als rechtspersoon zitting hebben in de raad van bestuur;

6°. zijn :

a) ofwel een kleine en middelgrote onderneming in de zin van bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014;

b) ofwel een onderneming waarvan het maatschappelijk kapitaal of de stemrechten in meerderheid bezeten worden door plaatselijke besturen in de zin van artikel 1, eerste lid, 4°;

c) hetzij een groot bedrijf in de zin van Verordening (EU) nr. 651/2014.;

7° zich ertoe verbinden om binnen vier jaar na de erkenning minstens vijftig procent van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers of die niet houder zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs onder de in het kader van een arbeidsovereenkomst tewerkgestelde personen in dienst te hebben;

8° de economische leefbaarheid en de relevantie van zijn activiteit aantonen;

9° niet deel uitmaken van een sector die uit Verordening (EU) nr. 651/2014 uitgesloten is;

10° binnen de tien maanden na de toekenning van de erkenning, in overleg met de "Forem" of het "Arbeitsamt der D.G.", alsook met de sociale begeleider(s), een overeenkomst sluiten in het kader waarvan de "Forem" of het "Arbeitsamt der D.G." zich ertoe verbinden hun expertise aan te bieden voor de opvatting en, in voorkomend geval, voor de uitvoering van het plan inzake vorming en professionele inschakeling, uitgewerkt door het erkende inschakelingsbedrijf voor de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers. Deze overeenkomst zal het voorwerp uitmaken van een evaluatie bij de hernieuwing van de erkenning

§ 2. De door de Regering bepaalde erkenningsaanvraag vermeldt, in voorkomend geval, de verdeling van de opdrachten tussen de eventuele afgevaardigd bestuurder en het bedrijfshoofd binnen het inschakelingsbedrijf.

§ 3. De aanvragende partij die zijn sociale zetel of inschrijvingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen als rechtspersoon heeft, hetzij in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaamse Gewest, moet aantonen dat het aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald bij dit decreet voldoet.

De aanvragende partij die haar sociale zetel in het buitenland en binnen de Europese Economische Ruimte heeft, moet aantonen dat ze in haar land voldoet aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald door dit decreet, en dit, zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de Staat waaruit het inschakelingsbedrijf dat de erkenning aanvraagt afkomstig is

De aanvragende partij die haar sociale zetel in het buitenland en buiten de Europese Economische Ruimte heeft, moet aantonen dat het in haar land voldoet aan de erkenningsvoorwaarden bepaald bij dit decreet en moet bewijzen dat ze hetzelfde type diensten presteert in haar land van herkomst, en dit, zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de Staat waaruit het inschakelingsbedrijf dat de erkenning aanvraagt afkomstig is.

De Regering bepaalt de toepassingsmodaliteiten van de eerste, tweede en derde leden.

Art. 8. De erkenning kan vergezeld worden van een mandaat waarbij het inschakelingsbedrijf belast wordt met het beheer van een dienst van algemeen economisch belang.

Art. 9. Na advies van de commissie wordt de erkenning voor twee jaar verleend. Die erkenning kan voor vier jaar verlengd worden; na afloop van die periode kan ze voor onbepaalde duur worden toegekend.

De erkenning als inschakelingsbedrijf mag niet gecumuleerd worden met een erkenning als bedrijf voor aangepast werk in de zin van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid of met een erkenning als gelijkwaardige instelling in de Duitstalige Gemeenschap of in de Vlaamse Gemeenschap.

Wanneer een inschakelingsbedrijf één van de voorwaarden bedoeld in dit decreet, niet meer vervult, kan de erkenning opgeschort of ingetrokken worden.

Art. 10. De Regering bepaalt de modaliteiten van het mandaat "S.I.E.G." en de procedure van toekenning, verlenging, opschorting en intrekking van de erkenning.

HOOFDSTUK IV. — *De kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers*

Art. 11. Met inachtneming van artikel 2, 4) en 99) van Verordening (EU) nr. 651/2014 kan de Regering bepaalde toestanden waarin de kwetsbare of ernstig kwetsbare werknemers verkeren, gelijkstellen met periodes van voordeel van werkloosheidsuitkeringen, inschakelingsuitkeringen, van het leefloon, van een sociale hulp of van inschrijvingsperiodes als niet-werkende werkzoekende bij de "Forem" of het "Arbeitsamt der D.G."

De toestand van de in artikel 1, 4^o en 5^o, bedoelde personen wordt beoordeeld de dag vóór de inwerkingtreding van het in artikel 13 bedoelde attest.

Art. 12. De Regering kan mits naleving van artikel 2, 4) en 99), van Verordening (EU) nr. 651/2014, de categorieën van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers uitbreiden of beperken alsook de periodes die gelijkgesteld zijn met periodes die in aanmerking komen voor werkloosheidsuitkeringen, inschakelingsuitkeringen, een leefloon of sociale hulp.

In dit geval houdt haar gemotiveerde beslissing rekening met, hetzij de structurele evolutie van de werkloosheid, hetzij de betrokken activiteitensectoren, hetzij de Europese regelgeving, hetzij de wijzigingen aangebracht aan :

1^o het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering alsook de ministeriële besluiten tot uitvoering van dit besluit;

2^o de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen en haar uitvoeringsbesluiten;

3^o de reglementering betreffende de herinschakeling van zeer moeilijk te plaatsen werklozen, genomen krachtens artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, betreffende de herinschakeling van zeer moeilijk te plaatsen werklozen;

4^o de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie;

5^o de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

6^o de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

7^o de wetgevingen en reglementeringen aangenomen op initiatief van de leden van de Regering of van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot :

a) de ondergeschikte besturen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VIII, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

b) het tewerkstellingsbeleid zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

c) de hulpverlening aan personen zoals bedoeld in artikel 3, 7^o, van het decreet van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

8^o het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

9^o de wetgevingen en reglementeringen van de Duitstalige Gemeenschap inzake sociale actie en gezondheid.

Art. 13. De Regering bepaalt het model van attest waarbij bevestigd kan worden dat de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 1, 4^o en 5^o.

Art. 14. Het inschakelingsbedrijf maakt jaarlijks uiterlijk voor 15 juli van het jaar volgend op het gerapporteerde jaar een activiteitenverslag over aan de administratie.

De Regering bepaalt de modaliteiten en het model van het activiteitenverslag.

HOOFDSTUK V. — *De subsidies van de inschakelingsbedrijven**Afdeling 1. — Toekenningsvoorwaarden van de subsidies*

Art. 15. § 1. Het inschakelingsbedrijf dat een subsidie wil krijgen :

1^o wordt erkend als inschakelingsbedrijf en levert het bewijs dat de krachtens dit decreet genomen verbintenissen worden nageleefd;

2^o moet overeenkomstig de paragrafen 3 en 4 van artikel 32 van de Verordening (EU) nr. 651/2014 het globale tewerkstellingsvolume t.o.v. het referentiepeil verhogen en deze verhoging tijdens een periode van minstens drie jaar handhaven na de periode van steuntoekenning;

De subsidie bedoeld in artikel 19 wordt toegekend als de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemer een bijkomende werknemer is.

In afwijking van paragraaf 1 kan de Minister of de afgevaardigde ambtenaar, na advies van de Commissie, een inschakelingsbedrijf machtigen om de bezetting van het personeel tijdelijk te verminderen als het bedrijf in moeilijkheden is, met name in het geval van het verlies van een overheidsopdracht, van een belangrijke handelsovereenkomst of van een belangrijk volume van handelsovereenkomsten of als het bedrijf uitzonderlijk ongunstige economische omstandigheden ondergaat in de zin van artikel 39bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Het onderzoek naar het behoud van de referentiebezetting en de verhoging van het globale tewerkstellingsvolume tijdens de periode bedoeld in paragraaf 1, 2^o, wordt uitgevoerd door de Administratie rekening houdend met de gegevens verleend via de toegang tot het rijksregister, de Kruispuntbank van Ondernemingen en de Kruispuntbank van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of, in voorkomend geval, via het inschakelingsbedrijf;

3^o moet geen bedrijf in financiële moeilijkheden zijn, in de zin van artikel 2, 18), van Verordening (EU) nr. 651/2014;

4^o moet kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers in dienst nemen in het kader van een arbeidsovereenkomst afgesloten voor een voltijdse of een deeltijdse betrekking die minstens gelijk is aan een halftijdse betrekking, met een bepaalde duur, op voorwaarde dat er binnen de zes maanden een overeenkomst van onbepaalde duur wordt gesloten, voor een onbepaalde duur of met het oog op een vervanging die conform is aan de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

§ 2. Er wordt evenwel geacht dat het erkend inschakelingsbedrijf zijn personeelsbestand gehandhaafd heeft als het voorziet in de vervanging van elke werknemer waarvan de werkpost vacant wordt verklaard wegens zijn vrijwillig vertrek, zijn voortdurende ongeschiktheid om zijn functie uit te oefenen, zijn pensionering wegens de leeftijd, zijn vrijwillige arbeidstijdsvermindering, zijn ontslag wegens een ernstige fout, en niet wegens de afschaffing van zijn werkpost, door een werknemer met hetzelfde statuut. In dat geval wordt de subsidie voor de werknemer behouden naar rato van zijn bezetting en de aanwerving van een nieuwe werknemer opent het recht op een nieuwe subsidie.

Art. 16. De toelagen bedoeld in de artikelen 19, 21 en 22 worden jaarlijks in januari geïndexeerd door de waarde van de toelagen van het vorige jaar te vermenigvuldigen met het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de maanden september en oktober van het vorige jaar, verdeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de maanden september en oktober van het jaar vóór het vorige jaar.

Deze indexering mag echter niet hoger zijn dan de groeivoet van de begrotingskredieten van het lopende jaar betreffende de subsidies bedoeld in de artikelen 19, 21 en 22.

Art. 17. De modaliteiten voor de uitbetaling van de subsidies bedoeld in de artikelen 19, 21 en 22 worden door de Regering bepaald.

De subsidies kunnen niet uitbetaald worden in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van het erkend inschakelingsbedrijf.

Art. 18. Het erkend inschakelingsbedrijf dient zijn aanvraag om subsidies in volgens de vormen en de modaliteiten die de Regering bepaalt.

De Regering bepaalt de procedure, de modaliteiten voor het onderzoek en de evaluatie van de aanvragen om subsidies door de diensten die zij aanwijst.

De Regering neemt de beslissingen t.o.v. de aanvragen om subsidies volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Afdeling 2 — De subsidies voor de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers

Art. 19. Binnen de begrotingslimieten die jaarlijks worden vastgesteld kan de Regering aan het erkende inschakelingsbedrijf een subsidie toekennen die een duurzame en kwaliteitsvolle inschakeling van de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers moet bevorderen.

De subsidie bedraagt maximum 18.000 euro voor een kwetsbare werknemer en maximum 36.000 euro voor een uiterst kwetsbare werknemer. Deze subsidie wordt toegekend volgens de modaliteiten bepaald door de Regering in functie, o.a., van het paritair comité waaronder de werknemer van het inschakelingsbedrijf ressorteert en de bedrijfssector in de zin van artikel 7, 6°.

Art. 20. De intensiteit van de steun mag niet vijftig percent van de loonkosten overschrijden over een maximale periode van 12 maanden te rekenen van de aanwerving van de kwetsbare werknemer of over een maximale periode van 24 maanden te rekenen van de aanwerving van de uiterst kwetsbare werknemer.

Afdeling 3 — De subsidie voor de uitvoering van een S.I.E.G.

Art. 21. Binnen de begrotingslimieten die jaarlijks worden vastgesteld, kan de Regering aan het inschakelingsbedrijf dat belast is met het beheer van een "S.I.E.G." (dienst van algemeen economisch belang) een subsidie toekennen die bestemd is voor een sociale begeleidingsopdracht van de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers in het bedrijf. Het inschakelingsbedrijf moet het bewijs leveren dat de subsidie de bepalingen van het minimis-Reglement voor de "S.I.E.G." in acht neemt.

Deze subsidie van maximum 100.000 euro is o.m. evenredig met het aantal kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers.

In afwijking van artikel 1, 4° en 5°, worden voor de berekening van deze toelage gelijkgesteld met kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers, de werknemers die sinds maximum twaalf maanden zijn tewerkgesteld krachtens een arbeidsovereenkomst in het inschakelingsbedrijf, op de datum van indiening van de eerste erkenningsaanvraag als inschakelingsbedrijf en die op het ogenblik van hun eerste aanwerving binnen het inschakelingsbedrijf aan de omschrijving van kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers voldeden.

De subsidie wordt toegekend overeenkomstig het minimis Reglement voor de "S.I.E.G."

De Regering is gemachtigd om de toepassingsmodaliteiten i.v.m. lid 1, 2, 3 en 4 nader te bepalen.

Afdeling 4 — De subsidie voor de uitvoering van de principes van de sociale economie

Art. 22. Binnen de begrotingslimieten die jaarlijks worden vastgesteld, kan de Regering aan het inschakelingsbedrijf dat belast is met het beheer van een "S.I.E.G." (dienst van algemeen economisch belang) een subsidie toekennen die bestemd is voor een opdracht tot bevordering van de uitvoering van de principes van de sociale economie binnen de inschakelingsbedrijven, en meer bepaald voor de kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers zoals omschreven in artikel 1 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie.

De subsidie bedraagt maximum 30.000 euro. Deze toelage wordt toegekend volgens de modaliteiten bepaald door de Regering in functie, o.a., van de evolutie van het bestand, het beleid inzake besteding van de opbrengsten en de invoering van een participatief proces.

HOOFDSTUK VI — Controle, toezicht en terugvordering

Art. 23. § 1. Bij niet-naleving van de verplichtingen uitgevaardigd krachtens dit decreet of de verplichtingen vervat in de individuele beslissing tot toekenning kan de Regering volgens de modaliteiten die zij bepaalt :

1° de subsidies geheel of gedeeltelijk opschorten voor een termijn die het erkend inschakelingsbedrijf in de mogelijkheid stelt om zijn niet-nageleefde verplichtingen na te komen;

2° de subsidies geheel of gedeeltelijk intrekken in evenredigheid met de vastgestelde overtredingen;

3° de beslissing tot toekenning van de subsidies intrekken;

4° de beslissing tot toekenning van de subsidies intrekken en de terugbetaling van de subsidies geheel of gedeeltelijk vragen aan het erkend inschakelingsbedrijf.

§ 2. De Regering bepaalt de procedure voor de terugvordering van de onterecht gestorte subsidies.

De door de Regering aangewezen diensten worden ermee belast de ten onrechte betaalde subsidies met alle rechtsmiddelen terug te vorderen, met inbegrip van de compensatie.

§ 3. De subsidies worden ook terugbetaald in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van het bedrijf.

Art. 24. § 1^{er}. De Regering kan afwijken van artikel 23 door de subsidies in stand te houden :

1° in het geval waarin de niet-naleving van de voorwaarden bedoeld in dit decreet toe te schrijven is aan abnormale en onvoorziene omstandigheden die vreemd zijn aan diegene die ze inroept en waarvan de gevolgen onvermijdelijk blijken te zijn ondanks alle gedane inspanningen;

2° in het geval van fusie of splitsing van ondernemingen, inbreng van een algemeenheid of bedrijfstak, afstand van algemeenheid of bedrijfstak, bedoeld in boek XI van het Wetboek van vennootschappen, evenals in de gevallen bedoeld in de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen, indien alle volgende voorwaarden worden nageleefd :

a) de bedrijvigheid van het erkend inschakelingsbedrijf in het Waalse Gewest voortgezet wordt;

b) de verkregen subsidies, evenals de werknemers overgedragen worden naar een ander erkend inschakelingsbedrijf

c) begeleidingsmaatregelen worden uitgevoerd in het geval van ontslag.

§ 2. De Regering kan afwijken van artikel 23 :

1° in de gevallen waarin de feiten die tot teruggave aanleiding geven, niet ontstaan zijn uit een fout of een vrijwillige handeling van het erkend inschakelingsbedrijf of diens aandeelhouders, door de terugbetaling van de subsidies te beperken volgens de criteria die zij bepaalt;

2° door geheel of gedeeltelijk af te zien van de terugbetaling van de subsidies indien de kostprijs verbonden aan die terugvordering hoger dreigt te zijn dan de terug te vorderen bedragen.

Art. 25. De Regering legt jaarlijks een kwantitatief en kwalitatief verslag i.v.m. de uitvoering van dit decreet over aan de "Conseil wallon de l'Economie sociale" (Waalse raad voor sociale economie) en aan het Waalse Parlement dat zij, overeenkomstig Verordening (EU) nr. 651/2014, aanpast aan de Europese Commissie.

Art. 26. De controle en het toezicht van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten worden uitgevoerd volgens de modaliteiten bepaald door de Regering en door de diensten die zij aanwijst.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 27. De bedrijven erkend krachtens artikel 1, § 1, 2°, van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 houdende uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, betreffende de herinschakeling van zeer moeilijk te plaatsen werklozen, worden beschouwd als erkend als initiatief van sociale economie voor zover zij aan de administratie binnen de zes maanden van de inwerkingtreding van dit decreet, het bewijs leveren van de naleving van de voorwaarden bedoeld in artikel 3.

Art. 28. § 1. De diensten van het OCMW die initiatieven organiseren inzake de sociale inschakelingseconomie erkend krachtens artikel 2, 4°, van het ministerieel besluit van 10 oktober 2004 tot vaststelling van de lijst van de initiatieven voor sociale economie met het oog op de toekenning van een verhoogde staatstoelage aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor specifieke initiatieven, gericht op sociale inschakeling, binnen de sociale economie worden beschouwd als erkend als initiatieven van sociale economie in de zin van dit decreet.

§ 2. De pilootprojecten en innovatieve ervaringen betreffende de sociale economie erkend krachtens artikel 2, 5°, van het ministerieel besluit van 10 oktober 2004 tot vaststelling van de lijst van de initiatieven voor sociale economie met het oog op de toekenning van een verhoogde staatstoelage aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor specifieke initiatieven, gericht op sociale inschakeling, binnen de sociale economie worden beschouwd als erkend als initiatieven van sociale economie in de zin van dit decreet.

Art. 29. § 1. De inschakelingsbedrijven erkend krachtens het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven of in het kader van het decreet van 16 juli 1998 betreffende de voorwaarden waaronder de inschakelingsbedrijven worden erkend en gesubsidieerd, worden beschouwd als erkend in de zin van dit decreet.

De berekening van de datum van hernieuwing van de erkenning bedoeld in artikel 9 gebeurt vanaf de datum van de erkenning verkregen overeenkomstig het voornoemde decreet van 19 december 2012.

§ 2. De werknemers erkend als kwetsbare of uiterst kwetsbare werknemers in een inschakelingsbedrijf erkend krachtens het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven, behouden hun statuut in de zin van dit decreet.

§ 3. Voor de werknemers erkend als kwetsbare werknemers in de zin van het decreet van 19 december 2012, gebeurt de berekening van de subsidie bedoeld in artikel 19 vanaf de inwerkingtreding van dit decreet onder aftrek van de subsidies toegekend in het kader van het voornoemde decreet van 19 december 2012 in functie van hun tewerkstellingsperiode binnen het inschakelingsbedrijf.

§ 4. Voor de werknemers erkend als uiterst kwetsbare werknemers in de zin van het decreet van 19 december 2012, wordt het bedrag van de subsidies bedoeld in artikel 19 voor een kwetsbare werknemer vermenigvuldigd door een factor 2, na aftrek van de subsidies toegekend in het kader van het voornoemde decreet van 19 december 2012 in functie van hun tewerkstellingsperiode binnen het inschakelingsbedrijf.

§ 5. De berekening van de subsidie bedoeld in artikel 19 gebeurt vanaf de datum van de erkenning verkregen overeenkomstig het voornoemde decreet van 19 december 2012.

§ 6. Het mandaat waarbij het inschakelingsbedrijf belast wordt met het beheer van een dienst van algemeen economisch belang, verkregen krachtens het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven, wordt beschouwd als toegekend in de zin van dit decreet.

Art. 30. Artikel 1, § 1, 2°, van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 houdende uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1994 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, betreffende de herinschakeling van zeer moeilijk te plaatsen werklozen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 juli 2005, wordt vervangen als volgt :

"2° de initiatieven van sociale economie die als dusdanig erkend worden door de Waalse gewestelijke Minister die voor sociale economie bevoegd is".

Art. 31. Artikel 1, 8°, van het ministerieel besluit van 10 oktober 2004 tot vaststelling van de lijst van de initiatieven voor sociale economie met het oog op de toekenning van een verhoogde staatstoelage aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor specifieke initiatieven, gericht op sociale inschakeling, binnen de sociale economie, wordt vervangen als volgt :

"8° de initiatieven van sociale economie die als dusdanig erkend worden door de Waalse gewestelijke Minister die voor sociale economie bevoegd is".

Art. 32. In artikel 2, eerste lid, van het decreet van 8 november 2008 betreffende de sociale economie worden de woorden "1° het decreet van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden;" vervangen door de woorden "1° het decreet van 21 juli 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven."

Art. 33. Artikel 1, § 1, 12°, van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 houdende uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, m, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, betreffende de herinschakeling van zeer moeilijk te plaatsen werklozen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 juli 2005, wordt opgeheven.

Art. 34. Artikel 2, 4^o, van het ministerieel besluit van 10 oktober 2004 tot vaststelling van de lijst van de initiatieven voor sociale economie met het oog op de toekenning van een verhoogde staatstoelage aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor specifieke initiatieven, gericht op sociale inschakeling, binnen de sociale economie, wordt opgeheven.

Art. 35. Artikel 2, 5^o, van het ministerieel besluit van 10 oktober 2004 tot vaststelling van de lijst van de initiatieven voor sociale economie met het oog op de toekenning van een verhoogde staatstoelage aan de openbare centra voor maatschappelijk welzijn voor specifieke initiatieven, gericht op sociale inschakeling, binnen de sociale economie, wordt opgeheven.

Art. 36. Het ministerieel besluit van 4 mei 2007 tot bepaling van de erkenningsprocedure van de inschakelingsbedrijven wordt opgeheven.

Art. 37. Het decreet van 19 december 2012 houdende erkenning en subsidiëring van de inschakelingsbedrijven, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 8 mei 2014, wordt opgeheven.

Art. 38. De Regering bepaalt de datum waarop dit decreet in werking treedt en uiterlijk op 30 juni 2017. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt. Namen, 20 oktober 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

Nota

(1) Zitting 2015-2016.

Stukken van het Waals Parlement 574 (2015-2016) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare zitting van

Bespreking.

Stemming

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

VERENIGDE VERGADERING VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31725]

29 SEPTEMBER 2016. — Besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 2012 tot oprichting van een Impulsfonds voor de huisartsengeneeskunde en tot vaststelling van de werkingsregels ervan

Het Verenigd College,

Gelet op de wet van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 36*duodecies*, derde lid, ingevoegd door artikel 123 van de wet van 24 juli 2008 houdende diverse (I) bepalingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 2012 tot oprichting van een Impulsfonds voor de huisartsengeneeskunde en tot vaststelling van de werkingsregels ervan;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 juli 2016;

Gelet op het advies van de afdeling eerstelijnsgezondheidszorg en thuiszorg van de Commissie voor Gezondheidszorg van de Adviesraad voor Gezondheids- en Welzijnszorg, gegeven op 25 maart 2016;

Gelet op het akkoord van de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor de Begroting, gegeven op 28 april 2016;

ASSEMBLEE REUNIE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31725]

29 SEPTEMBRE 2016. — Arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune modifiant l'arrêté royal du 23 mars 2012 portant création d'un Fonds d'impulsion pour la médecine générale et fixant ses modalités de fonctionnement

Le Collège réuni,

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, article 36*duodecies*, 3^e alinéa, introduit par l'article 123 de la loi portant des dispositions diverses (I) du 24 juillet 2008;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 2012 portant création d'un Fonds d'impulsion pour la médecine générale et fixant ses modalités de fonctionnement;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 11 juillet 2016;

Vu l'avis de la section des soins de première ligne et soins à domicile de la Commission Santé du Conseil consultatif de la Santé et de l'Aide aux personnes donné le 25 mars 2016;

Vu l'accord des Membres du Collège réuni, compétents pour le budget donné le 28 avril 2016;